



unesco

COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE
(de l'UNESCO)

Trente-deuxième session de l'Assemblée

UNESCO, Paris, 21-30 juin 2023

Points 6.2 et 6.4 de l'ordre du jour provisoire

RÉVISION PROPOSÉE DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COI

(DEUXIÈME PROJET)

Résumé

Conformément aux résolutions [A-31/2](#) (2021) et [EC-55/2](#) (2022) de la COI, le présent document contient, dans sa Partie I, le deuxième projet de proposition relative à la révision du Règlement intérieur de la COI, accompagné d'un tableau comparatif, ainsi que, dans sa Partie II, les Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne.

Décision proposée : Après la présentation et l'examen en plénière du point 6.2, l'Assemblée est invitée à prendre note du présent document et à examiner le projet de décision portant la référence Déc., IOC-32/6.2 dans le Document provisoire relatif aux décisions à adopter (document IOC-32/AP). Le document fera ensuite l'objet d'un examen approfondi par le Comité financier, organe statutaire à composition non limitée mis en place pour la durée de la session, et la décision sera intégrée dans le projet de résolution que ce dernier soumettra à l'Assemblée pour adoption au titre du point 6.4, conformément au paragraphe 15 du projet de Directives révisées pour la préparation et l'examen des projets de résolution ([IOC/INF-1315](#)).

1. Conformément aux résolutions A-31/2 et EC-55/2 et aux discussions des États membres au sein du Groupe consultatif financier intersessions et du Comité financier mis en place pour la durée de la session, le texte révisé du Règlement intérieur présenté à l'Assemblée dans le présent document repose sur les principes suivants :

- conformément à l'article 6.B.3 des Statuts, maintenir un document unique pour le Règlement intérieur de la Commission, qui sera officiellement fixé par l'Assemblée de la COI ;
- réviser le Règlement intérieur actuel en établissant une distinction entre les articles d'ordre général, les articles applicables à l'Assemblée de la COI et au Conseil exécutif de la COI, et les articles applicables uniquement à l'un de ces deux organes ;
- s'abstenir de toute révision substantielle du Règlement intérieur en le réorganisant plutôt qu'en le révisant véritablement ;
- améliorer la clarté et harmoniser les versions linguistiques, en s'attachant à corriger uniquement ce qui a besoin d'être corrigé ;
- soumettre le projet de principes directeurs concernant la tenue de réunions en ligne à l'Assemblée de la COI avec le projet de Règlement intérieur révisé.

2. Faisant suite à la décision des États membres d'inclure dans le Règlement intérieur une disposition permettant la tenue de sessions en ligne, mais uniquement à titre exceptionnel, ainsi que d'élaborer des principes directeurs concernant les méthodes de travail relatives à ces sessions en ligne, la partie I.13 « Sessions en ligne » a été ajoutée.

3. En réponse à la décision des États membres concernant l'élaboration de principes directeurs pour les consultations par correspondance, applicables aussi bien à l'Assemblée de la COI qu'au Conseil exécutif de la COI, une nouvelle partie distincte I.14 « Consultation par correspondance » a été ajoutée et l'actuel article 23 (nouvel article 38) a été modifié de manière à s'appliquer aux deux organes directeurs.

4. En outre, une liste d'appendices au Règlement intérieur est proposée en ligne pour une plus grande cohérence. Ces textes sont déjà adoptés et disponibles sous diverses références, à l'exception des nouveaux Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne qui doivent être adoptées par la présente Assemblée :

Appendice I – Dispositions techniques concernant les élections (annexes [I](#), [II](#) et [III](#)) (*figure actuellement dans le Règlement intérieur*)

Appendice II – Groupement des États membres de la COI aux fins des élections au Conseil exécutif (*actuellement disponible [en ligne](#)*)

Appendice III – Répartition actuelle des sièges des États membres au Conseil exécutif par groupe électoral (*actuellement disponible [en ligne](#)*)

Annexe IV – Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne (**nouveau** - à adopter par l'Assemblée à sa 32^e session)

Appendice V – Fonctions du Bureau de la COI (Directives) (*actuellement disponible sous la cote [IOC/INF-1166 Add.](#)*)

Appendice VI – Directives révisées pour la préparation et l'examen des projets de résolution (*actuellement disponible sous la cote [IOC/INF-1315](#)*)

Appendice VII – Règlement financier applicable au Compte spécial de la COI (*actuellement disponible sous la cote [IOC/INF-1369](#)*)

5. Enfin, le choix éditorial a été de retenir le terme de sessions « en ligne » plutôt que celui de sessions « virtuelles », que l'on retrouve indifféremment dans les documents de l'UNESCO.

Partie I

**DEUXIÈME PROPOSITION CONCERNANT LA RÉORGANISATION ET L'ADAPTATION
DU RÉGLEMENT INTERIEUR DE LA COI****Règlement intérieur**

En l'an 2000, la Commission océanographique intergouvernementale a entrepris de réviser son Règlement intérieur pour le mettre en conformité avec ses nouveaux Statuts adoptés en 1999*. L'Assemblée de la COI a adopté le présent Règlement intérieur à sa vingt et unième session, le 11 juillet 2001, dans sa résolution XXI-4.

En 2021, l'Assemblée de la COI, réunie à sa 31^e session, a adopté la résolution A-31/2, par laquelle elle a lancé le processus de révision du Règlement intérieur visant à aligner celui-ci sur les meilleures pratiques en vigueur aux Nations Unies, de manière à faciliter la prise de décisions éclairées et opportunes par les États membres de la COI.

L'Assemblée de la COI a révisé le présent Règlement intérieur à sa 32^e session, le **jj/mm/aaaa**, dans sa résolution **A-32/X**.

* *Document IOC/INF-1148, juillet 2000*

Table des matières

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- I.1. Composition de la Commission
- I.2. Bureau
- I.3. Comités et organes subsidiaires ou autres
- I.4. Secrétariat
- I.5. Langues
- I.6. Conduite des débats
- I.7. Vote
- I.8. Rapports
- I.9. Représentation de la Commission
- I.10. Relations avec les organisations internationales
- I.11. Financement
- I.12. Recommandations tendant à amender les Statuts
- I.13. Sessions en ligne
- I.14. Consultation par correspondance

II. L'ASSEMBLÉE

- II.1. Composition et sessions
- II.2. Ordre du jour de l'Assemblée
- II.3. Organisation de l'Assemblée
- II.4. Rapports

III. LE CONSEIL EXÉCUTIF

- III.1. Composition et représentation
- III.2. Sessions
- III.3. Ordre du jour du Conseil exécutif

IV. RÈGLEMENT INTÉRIEUR : AMENDEMENTS ET SUSPENSION

- IV.1. Amendements
- IV.2. Suspension

LISTE DES APPENDICES EN LIGNE

Appendice I (y compris les annexes I à III) : Dispositions techniques concernant l'élection des membres du Bureau de la Commission et des autres membres du Conseil exécutif ;

Appendice II : Groupement des États membres de la COI aux fins des élections au Conseil exécutif ;

Appendice III : Répartition actuelle des sièges des États membres au Conseil exécutif par groupe électoral ;

Appendice IV : Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne ;

Appendice V : Directives sur les fonctions du Bureau de la Commission océanographique intergouvernementale ;

Appendice VI : Directives révisées pour la préparation et l'examen des projets de résolution ;

Appendice VII : Règlement financier applicable au Compte spécial de la COI.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

I.1. Composition de la Commission

Article premier

La Commission océanographique intergouvernementale (ci-après dénommée « La Commission ») se compose d'États qui ont donné notification à cet effet conformément à la procédure prévue dans les Statuts de la Commission.

I.2. Bureau

Article 2

1. Le Bureau de la Commission est composé du président et de cinq vice-présidents.
2. Le président est élu parmi des candidats proposés en raison de leurs compétences personnelles. Leur candidature est présentée par leurs États respectifs et doit être appuyée par deux autres États membres.
3. Le président n'agit pas en qualité de représentant de l'État dont il est ressortissant, que ce soit pendant les sessions ou à l'occasion d'autres activités des organes directeurs de la Commission.
4. Les cinq vice-présidents sont des ressortissants d'États membres appartenant aux différents groupes électoraux (énumérés à l'Appendice II du présent Règlement intérieur) et sont élus lors d'un scrutin à un tour conformément à la procédure définie à l'Appendice I du présent Règlement intérieur.

Article 3

Le Président et les vice-présidents décident du vice-président qui sera appelé à assumer la présidence si le Président n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions pendant tout ou partie d'une session de l'Assemblée ou du Conseil exécutif. Dans le cas où ni le Président, ni aucun des vice-présidents ne sont en mesure d'assumer la présidence, c'est le Secrétaire exécutif qui le fait en attendant que l'Assemblée ou le Conseil exécutif, selon le cas, ait désigné un président par intérim ; mais aucune autre question n'est débattue avant que l'Assemblée ou le Conseil exécutif ait désigné son président par intérim. Un président par intérim a les mêmes pouvoirs et exerce les mêmes fonctions que le Président.

Article 4

Un vice-président faisant fonction de président aux sessions de l'Assemblée ou du Conseil exécutif n'agit pas, à une session qu'il préside, en qualité de représentant de l'État membre dont il est ressortissant. En pareil cas, l'État membre intéressé peut désigner un autre représentant.

Article 5

1. Si le Président est, pour une quelconque raison, dans l'impossibilité de continuer d'exercer ses fonctions, le vice-président désigné conformément aux dispositions de l'article 3 assume la présidence pour la durée du mandat qui reste à courir. Si ce vice-président est lui aussi dans l'incapacité de continuer d'exercer ses fonctions, l'un des autres vice-présidents, choisi conformément à l'article 3, assume la présidence pendant la durée du mandat qui reste à courir.

2. Si un vice-président assume les responsabilités du Président ou est dans l'impossibilité de continuer d'exercer ses fonctions, le Président et les autres vice-présidents ou bien, si le Président n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions, les autres vice-présidents réattribuent selon qu'il convient les responsabilités précédemment assumées par ce vice-président à d'autres membres du Bureau.

Article 6

Le Président et chacun des vice-présidents sont rééligibles dans leurs fonctions de président et de vice-président, mais sans pouvoir exercer plus de deux mandats consécutifs. Ils agissent conformément aux Directives sur les fonctions du Bureau de la Commission océanographique intergouvernementale, qui figurent à l'Appendice V du présent Règlement.

I.3. Comités et organes subsidiaires ou autres

Article 7

1. L'Assemblée ou le Conseil exécutif décident de la nécessité d'organes subsidiaires principaux (comités, sous-commissions et comités régionaux) et en fixent le mandat ; ils approuvent également la création, le mandat et la durée d'existence prévue des organes subsidiaires secondaires (groupes d'experts et équipes spéciales). Dans des cas exceptionnels, l'Assemblée et le Conseil peuvent décider de la nécessité et du mandat de groupes d'experts. L'Assemblée et le Conseil exécutif tiennent compte de la nécessité d'assurer une large répartition géographique et des compétences appropriées au sein de ces organes. À chacune de ses sessions ordinaires, l'Assemblée peut réexaminer le mandat de chacun de ces organes, ainsi que la nécessité de les conserver, et apporter les changements et prendre les décisions nécessaires.
2. Les organes subsidiaires principaux et ceux créés à titre exceptionnel se réunissent conformément aux décisions pertinentes de l'Assemblée ou du Conseil exécutif.

Article 8

1. Les États membres de la Commission doivent être invités à participer aux sessions des organes subsidiaires et communiquent au Secrétaire exécutif les noms de leurs représentants. Cette procédure s'applique également aux organes créés à titre exceptionnel. La composition des organes subsidiaires secondaires est fixée par les organes subsidiaires principaux en consultation avec le Secrétaire exécutif. Si possible, les représentants ou les experts devraient être désignés pour toute la durée de la période spécifiée dans le mandat de l'organe subsidiaire. Le Secrétaire exécutif est également informé en temps voulu de toute modification apportée à cette représentation.
2. L'Assemblée ou le Conseil exécutif peuvent créer des organes subsidiaires conjointement avec d'autres organisations, comme indiqué à l'article 9.2 des Statuts. Dans ce cas, le mandat, la composition et la durée d'existence de l'organe ainsi institué seront fixés et tout examen et modifications ultérieurs seront réalisés en consultation avec les autres organisations concernées. Aucune décision concernant ces organes mixtes ne sera prise ou prévue en l'absence de telles consultations.
3. À moins d'avoir été désigné par l'Assemblée ou par le Conseil exécutif ou, dans le cas d'organes mixtes, d'avoir été agréé de toute autre manière, le Président de chaque organe subsidiaire est élu par l'organe concerné.
4. L'Assemblée, le Conseil exécutif ou tout organe subsidiaire peuvent élire des rapporteurs.

5. Chaque fois que c'est possible, les comités, organes subsidiaires ou autres s'acquittent de leur tâche par correspondance.

Article 9

1. Les États membres agissant à titre individuel doivent tenir compte du caractère scientifique et technique des objectifs et des fonctions de la Commission lorsqu'ils désignent des représentants ou des experts auprès des organes subsidiaires de la Commission.
2. Dans la mesure du possible, les États membres effectuent ces désignations par l'intermédiaire de l'agence nationale de coordination officiellement chargée d'assurer la liaison avec la Commission.

I.4. Secrétariat

Article 10

Le Secrétaire exécutif de la Commission dirige le personnel du secrétariat mis à la disposition de la Commission conformément à l'article 8 des Statuts de la Commission, ainsi que tout autre personnel qui serait mis à la disposition de la Commission conformément aux règles, règlements et procédures applicables.

Article 11

Le Secrétaire exécutif agit selon les directives que lui donnent l'Assemblée et le Conseil exécutif et conformément aux Statuts.

Article 12

Le Secrétaire exécutif prend les dispositions nécessaires pour la convocation de toutes les sessions de l'Assemblée, du Conseil exécutif et des organes subsidiaires principaux et secondaires de la Commission et en assure les services de secrétariat. Il veille en outre à ce que des arrangements appropriés soient conclus pour réunir les organes créés ou convoqués par la Commission conjointement avec d'autres organisations et en assurer les services de secrétariat. Le Secrétaire exécutif, ou son représentant désigné, exerce les fonctions de secrétaire à chaque session de l'Assemblée, du Conseil exécutif et des organes subsidiaires de la Commission, et participe de façon appropriée aux travaux de tout organe créé ou convoqué conjointement avec d'autres organisations.

Article 13

Le Secrétaire exécutif ou son représentant désigné peut présenter oralement ou par écrit à l'Assemblée, au Conseil exécutif et à tout organe subsidiaire des déclarations sur toute question en cours d'examen.

Article 14

Le Secrétaire exécutif assure l'application des décisions de l'Assemblée et du Conseil exécutif et prend les mesures voulues suivant les instructions qui lui sont données dans ces décisions ; à cet effet, notamment :

- (a) il présente au nom de la Commission au Directeur général et aux organes directeurs de l'UNESCO les décisions adoptées par les organes directeurs de la COI ;
- (b) en conformité avec l'autonomie fonctionnelle dont la COI est dotée au sein de l'UNESCO, il transmet au Directeur général la résolution adoptée par l'Assemblée de la COI sur le Programme et budget, ainsi qu'un exposé des besoins en personnel correspondants ;

- (c) il assure, au nom de la Commission, la liaison avec les secteurs, divisions, unités ou sections de l'UNESCO sur les questions d'intérêt commun et principalement sur ce qui touche à la mise en œuvre du programme de travail de la COI ;
- (d) en sa qualité de sous-directeur général de l'UNESCO, il assure la liaison avec l'Administration de celle-ci afin de veiller au respect du statut d'organe autonome dont la COI est dotée au sein de l'Organisation ;
- (e) il avise des décisions de l'Assemblée et du Conseil exécutif tous les intéressés ;
- (f) il prépare et distribue les rapports et documents nécessaires, et fournit les renseignements voulus sur les activités, les besoins, le budget, les dépenses et les ressources financières et autres de la Commission ;
- (g) il prend des mesures pour assurer la coordination nécessaire des diverses activités de la Commission ;
- (h) il maintient des relations de travail avec les États membres de la Commission et avec les organisations et organismes internationaux qu'intéressent les travaux de la Commission ;
- (i) il fait le nécessaire pour que la Commission soit représentée comme il convient aux réunions des autres organisations et organismes dont les travaux l'intéressent ;
- (j) il se concerte avec le président et, à travers lui, avec les vice-présidents si besoin est, sur les progrès accomplis et les résultats obtenus.

Article 15

Le Secrétaire exécutif ou son représentant désigné peuvent participer aux travaux des instances interorganisations qui seraient constitués conformément à l'article 11 des Statuts.

I.5. Langues

Article 16

1. Les langues officielles de la Commission sont l'anglais, l'espagnol, le français et le russe.
2. L'anglais, l'espagnol, le français et le russe sont les langues de travail utilisées pour la documentation et l'interprétation aux sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif de la Commission.
3. La documentation nécessaire aux travaux de tout organe subsidiaire est fournie dans les langues de travail appropriées, selon les besoins des États membres de la Commission représentés au sein de ces organes, ou des experts qui en sont membres.
4. Les services d'interprétation nécessaires au déroulement des travaux des organes subsidiaires sont assurés dans les langues de travail appropriées, selon les besoins des représentants des États membres de la Commission ou des experts participant à ces travaux.

Article 17

Tout orateur peut s'exprimer dans une langue autre que les langues de travail normalement utilisées pour une session donnée de l'Assemblée, du Conseil exécutif ou de tout comité, organe subsidiaire ou autre, à condition d'assurer l'interprétation dans l'une des langues de travail de ladite session.

I.6. Conduite des débats

Article 18

1. À l'Assemblée, le quorum est constitué par la majorité simple des États membres de la Commission.
2. Au Conseil exécutif et dans les organes subsidiaires, le quorum est constitué par la majorité simple de leurs membres respectifs.

Article 19

1. Le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque session, dirige les débats, assure l'observation du présent Règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il se prononce sur les motions d'ordre et, sous réserve du présent Règlement, règle les délibérations de chaque séance et veille au maintien de l'ordre.
2. Le Président s'efforce de travailler par consensus.

Article 20

Le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils ont exprimé le désir de parler.

Article 21

Au cours de la discussion de toute question, un État membre de la Commission participant à une Assemblée, ou un membre du Conseil exécutif ou d'un organe subsidiaire, selon le cas, peut à tout moment présenter une motion d'ordre sur laquelle le Président statue immédiatement. Il peut faire appel de la décision du Président, laquelle ne peut être rejetée que par la majorité des membres présents et votants. Il ne peut pas, en présentant une motion d'ordre, parler sur le fond de la question en cours d'examen.

Article 22

Sous réserve des dispositions de l'article 21, les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions :

- (a) suspension de la séance ;
- (b) ajournement de la séance ;
- (c) ajournement du débat sur la question en discussion ;
- (d) clôture du débat sur la question en discussion.

Article 23

Les projets de résolution que l'Assemblée ou le Conseil exécutif doivent examiner sont présentés par écrit au Comité des résolutions. Les projets de résolution acceptés sont remis au Secrétaire exécutif pour traduction dans les langues de travail de la Commission. Les propositions d'amendement de ces projets de résolution peuvent être présentées, par écrit ou oralement, au cours du débat. Les projets de résolution sont préparés et examinés conformément aux Directives révisées pour la préparation et l'examen des projets de résolution.

Article 24

Les séances de l'Assemblée et du Conseil exécutif sont ouvertes au public sauf décision contraire de l'Assemblée ou du Conseil exécutif.

1.7. Vote

Article 25

1. Sauf s'il en est disposé autrement dans le présent Règlement ou si l'Assemblée ou le Conseil exécutif décide que la majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour une question particulière, les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents et votants.
2. Les décisions portant sur le point de savoir si, pour une question particulière non spécifiée dans le présent Règlement, la majorité des deux tiers des membres présents et votants à l'Assemblée ou au Conseil exécutif est requise sont prises à la majorité simple des membres présents et votants.

Article 26

Aux fins du présent Règlement, l'expression « les membres présents et votants » s'entend des membres votant pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent sont considérés comme non-votants.

Article 27

Les votes ont lieu normalement à main levée, mais tout membre peut demander un vote par appel nominal. Le vote ou l'abstention de chaque membre prenant part à un vote par appel nominal sont consignés au procès-verbal.

Article 28

1. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si plusieurs amendements à une proposition sont en présence, il est d'abord procédé au vote sur celui qui s'éloigne le plus de cette proposition, puis sur celui qui vient immédiatement après dans l'ordre d'éloignement, etc., jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition modifiée. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est mise aux voix sous sa forme initiale.
2. Une proposition est considérée comme un amendement à une autre proposition si elle comporte simplement une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition.

Article 29

En cas de partage égal des voix lors d'un vote ne portant pas sur une élection, la proposition est considérée comme rejetée.

1.8. Rapports

Article 30

1. Un projet de rapport succinct sur une session de l'Assemblée ou du Conseil exécutif est soumis par le Secrétaire exécutif dans les langues de travail de la Commission, avant la clôture de la session, et approuvé. Si une partie de ce projet de rapport succinct n'a pas été approuvée pendant la session, elle doit l'être aussitôt que possible par correspondance.

2. Le rapport succinct approuvé sur une session de l'Assemblée ou du Conseil exécutif est établi sous sa forme définitive par le Secrétariat dans les langues de travail de la Commission, compte tenu de toutes les observations reçues concernant le projet.
3. Chaque organe principal subsidiaire ou autre organe auquel les organes directeurs de la COI le demandent soumet à l'Assemblée, à sa session ordinaire suivante, un rapport bref et concis sur les travaux qu'il a effectués depuis le rapport précédent ; ce rapport contient les éléments suivants : élection du bureau ; décisions ; incidences financières ; liste des recommandations ; principales réalisations et problèmes rencontrés depuis la dernière session ; liste des participants et annexes, si nécessaires.

Article 31

Le Secrétaire exécutif présente à chacune des sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif un rapport sur les travaux effectués depuis la session précédente.

I.9. Représentation de la Commission

Article 32

Toute personne chargée de représenter la Commission auprès d'une autorité extérieure agit uniquement en cette qualité, et non comme délégué de l'État dont elle est ressortissante.

Article 33

1. Le Président, un vice-président désigné ou le Secrétaire exécutif, représente la Commission auprès de tout organe interinstitutions créé par les organisations du système des Nations Unies ou par d'autres organisations mentionnées à l'article 2.2 des Statuts de la Commission, et qui s'intéresse exclusivement ou partiellement au soutien de la Commission et à son programme, à ses ressources et à ses activités, ou qui se préoccupe de développer les aspects communs des travaux de la Commission et de ces organisations.
2. Le Président ou le vice-président désigné fait rapport à l'Assemblée ou au Conseil exécutif de la Commission sur sa participation à ces réunions.
3. Le Secrétaire exécutif de la Commission représente celle-ci aux réunions de l'ONU et des organisations du système des Nations Unies ainsi qu'aux réunions portant exclusivement ou partiellement sur les fonctions énoncées dans la partie I.4 (Secrétariat) du présent Règlement intérieur.

I.10. Relations avec les organisations internationales

Article 34

1. Les organisations intergouvernementales n'appartenant pas au système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales des catégories ci-après et les organes consultatifs auprès de la Commission peuvent être invités par le Secrétaire exécutif, conformément aux décisions de l'Assemblée ou du Conseil exécutif, à participer aux travaux de la Commission ou, selon le cas, aux sessions de l'Assemblée, du Conseil exécutif ou d'organes subsidiaires principaux ou secondaires :
 - (a) organisations intergouvernementales s'occupant activement de questions relatives aux sciences de la mer ou s'y intéressant, dont la collaboration peut favoriser l'avancement des travaux et la réalisation des objectifs de la Commission et dont les membres sont des États membres d'une organisation du système des Nations Unies ;

- (b) organisations non gouvernementales s’occupant activement des questions relatives aux sciences de la mer ou s’y intéressant, dont la collaboration peut contribuer à l’avancement des travaux et à la réalisation des objectifs de la Commission.
- 2. Conformément aux décisions de l’Assemblée, le Conseil exécutif peut autoriser le Président ou le Secrétaire exécutif à établir, au nom de la Commission, des relations de travail effectives avec les organisations remplissant les conditions énoncées au paragraphe 1 du présent article.
- 3. Les représentants d’organisations intergouvernementales n’appartenant pas au système des Nations Unies et les représentants d’organisations non gouvernementales peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions de l’Assemblée et aux sessions appropriées du Conseil exécutif ou de tout organe subsidiaire et peuvent faire des déclarations orales ou écrites sur des questions de leur compétence.

I.11. Financement

Article 35

- 1. L’Assemblée ou le Conseil exécutif peut accepter ou rejeter toute offre de contribution volontaire destinée au Compte spécial de la Commission et à l’emploi de laquelle le donateur a fixé des conditions restrictives ou un objectif précis.
- 2. L’affectation, à des programmes de la Commission, de sommes provenant de contributions volontaires et du budget ordinaire est effectuée conformément aux décisions de l’Assemblée.
- 3. Les fonds ainsi alloués sont dépensés sous l’autorité du Secrétaire exécutif.

I.12. Recommandations tendant à amender les Statuts

Article 36

- 1. Tout État membre de la Commission peut adresser au Secrétaire exécutif une proposition tendant à amender les Statuts de la Commission huit mois au moins avant la session de l’Assemblée au cours de laquelle elle doit être examinée. Dès réception, le Secrétaire exécutif communique cette proposition à tous les États membres et aux organisations visées à l’article 2.2 des Statuts.
- 2. Le Conseil exécutif examine toute proposition d’amendement et fait rapport à son sujet à l’Assemblée en recommandant de l’adopter, de la rejeter ou de la modifier. La recommandation du Conseil exécutif est diffusée au moins trois mois avant la session de l’Assemblée.
- 3. La majorité de tous les États membres de la Commission est requise pour l’adoption d’une recommandation tendant à amender les Statuts de la Commission.

I.13. Sessions en ligne

Article 37

- 1. L’Assemblée, le Conseil exécutif et leurs organes subsidiaires ne peuvent tenir des sessions en ligne que dans les cas d’urgence ou dans des circonstances exceptionnelles rendant impossibles la tenue de sessions « en présentiel ». Les sessions en ligne se tiennent conformément aux « Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne » qui figurent à l’Appendice IV du présent Règlement intérieur.
- 2. Lors d’une session ordinaire ou extraordinaire, l’Assemblée, le Conseil exécutif et leurs organes subsidiaires peuvent décider de tenir une session en ligne à la majorité simple des membres présents et votants.

3. Si l'approbation de l'Assemblée, du Conseil exécutif ou de l'un de leurs organes subsidiaires en vue de tenir une session en ligne est requise dans l'intervalle de leurs sessions, le président de l'organe concerné, en consultation avec le bureau de l'organe concerné et en accord avec le Secrétaire exécutif, consulte les États membres par correspondance. L'Assemblée ou le Conseil exécutif ou l'un de leurs organes subsidiaires tient une session en ligne à moins qu'un tiers des membres de l'organe concerné ne rejettent la proposition.

I.14. Consultation par correspondance

Article 38

En conformité avec les instructions du Conseil exécutif ou de l'Assemblée, le Président ou le Secrétaire exécutif peuvent, avant de prendre une décision, consulter par correspondance les États membres de la Commission sur des questions de fond et fixer un délai de réponse raisonnable.

II. L'ASSEMBLÉE

II.1. Composition et sessions

Article 39

Chaque État membre de la Commission communique au Secrétaire exécutif de la Commission les noms des représentants, suppléants et conseillers qu'il a désignés pour chaque session de l'Assemblée.

Article 40

L'Assemblée se réunit en session extraordinaire si elle en décide ainsi, ou sur convocation du Conseil exécutif, ou à la demande d'un tiers au moins des États membres de la Commission ayant présenté leur demande au Secrétaire exécutif de la Commission quatre mois au moins avant la date proposée.

Article 41

Sur la proposition du Conseil exécutif, l'Assemblée fixe le lieu de la session ordinaire suivante de l'Assemblée. Le Conseil exécutif fixe le lieu des sessions extraordinaires de l'Assemblée, à l'exception de celles demandées par des États membres, conformément à l'article 38. Pour ces dernières, le Secrétaire exécutif fixe le lieu de la session extraordinaire en consultation avec le Bureau de la Commission et les États membres demandant la réunion d'une telle session.

Article 42

Tout État membre de la Commission, ou toute organisation internationale visée à l'article 2.2 des Statuts, peut inviter l'Assemblée à tenir une session ordinaire ou extraordinaire sur son territoire ou à son siège, selon le cas. Le Secrétaire exécutif informe le Conseil exécutif de toute invitation de ce genre.

Article 43

Les dates d'ouverture et de clôture d'une session ordinaire sont fixées par le Secrétaire exécutif selon les indications du Conseil exécutif et compte tenu de la préférence que l'Assemblée pourrait avoir exprimée antérieurement. Les dates d'ouverture et de clôture d'une session extraordinaire sont fixées par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission.

Article 44

Le Secrétaire exécutif avise les États membres de la Commission et les organisations qui coopèrent et contribuent à ses activités, ainsi que les États non membres de la Commission qui ont exprimé le souhait de participer à une session de l'Assemblée, au moins cinq mois à l'avance, de la date et du

lieu de la session ordinaire et, si possible, au moins trois mois à l'avance, de la date et du lieu d'une session extraordinaire.

II.2. Ordre du jour de l'Assemblée

Article 45

1. L'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire de l'Assemblée générale se compose de questions qui appellent une décision de sa part et comprend :
 - (a) une déclaration du Président sur la situation de la COI ;
 - (b) un rapport du Secrétaire exécutif sur la mise en œuvre du programme ;
 - (c) un rapport du Secrétaire exécutif sur le programme et budget pour l'exercice biennal suivant ;
 - (d) les questions que l'Assemblée a elle-même décidé d'inscrire à l'ordre du jour ;
 - (e) les questions proposées par tout État membre de la Commission ;
 - (f) les questions proposées par le Conseil exécutif ;
 - (g) les questions proposées par le Secrétaire exécutif de la Commission ;
 - (h) les questions proposées par le chef du secrétariat d'une organisation du système des Nations Unies au nom de cette organisation, en particulier par les chefs de secrétariat des organisations visées à l'article 2.2 des Statuts ;
 - (i) les questions proposées par d'autres organisations invitées à participer aux travaux de la Commission ;
 - (j) un examen des rapports et de la composition de ses organes subsidiaires comme prévu aux articles 7, 31 et 50.
2. L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire ne comprend que les questions pour l'examen desquelles la session extraordinaire a été convoquée.
3. Le Secrétaire exécutif prépare l'ordre du jour provisoire d'une session de l'Assemblée en se conformant aux décisions du Conseil exécutif.
4. L'ordre du jour provisoire d'une session est diffusé en même temps que l'avis de la date et du lieu de la session.

Article 46

Tout État membre ou organisation coopérant et contribuant aux activités de la Commission peut, deux mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session de l'Assemblée, demander l'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour provisoire. Le Secrétaire exécutif diffuse, dès leur réception, les demandes d'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour provisoire.

Article 47

1. Au début de chaque session, l'Assemblée adopte l'ordre du jour de cette session.

2. Après l'adoption de l'ordre du jour, l'Assemblée peut modifier l'ordre des questions qui y sont inscrites, ou y ajouter ou en supprimer des questions. La majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour ajouter une question à l'ordre du jour adopté ou supprimer une question de cet ordre du jour. L'examen de toute question inscrite dans ces conditions à l'ordre du jour est reporté, si un État membre le demande, pour un minimum de trois jours après l'inscription de la question à l'ordre du jour.

Article 48

1. La documentation nécessaire à l'examen des diverses questions inscrites à l'ordre du jour provisoire d'une session de l'Assemblée est envoyée deux mois au moins avant l'ouverture d'une session ordinaire et un mois au moins avant l'ouverture d'une session extraordinaire.
2. Tout État membre de la Commission ou organisme coopérant et contribuant à ses activités qui demande l'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour provisoire soumet en même temps au Secrétaire exécutif la documentation requise pour l'examen de cette question. Le Secrétaire exécutif distribue ladite documentation dès que possible, mais 20 jours au moins avant la date d'ouverture de la session ordinaire, de même que tous les autres documents qui peuvent être jugés nécessaires.

II.3. Organisation de l'Assemblée

Article 49

1. Au cours d'une session, l'Assemblée constitue les comités et autres organes subsidiaires nécessaires à la conduite de ses travaux.
2. Les comités de l'Assemblée comprennent un Comité des candidatures et un Comité des résolutions, sur proposition du Conseil exécutif en application de l'article 53.2, et un Comité financier.
3. L'Assemblée constitue un Comité financier qui est ouvert à tous les États membres de la Commission.

II.4. Rapports

Article 50

L'Assemblée présente à la Conférence générale de l'UNESCO un rapport succinct sur l'activité de la Commission, ainsi que d'autres rapports si besoin est.

III LE CONSEIL EXÉCUTIF

III.1 Composition et représentation

Article 51

1. Le Conseil exécutif est constitué du président, des cinq vice-présidents et d'un certain nombre de représentants d'États membres de la Commission élus par l'Assemblée conformément aux dispositions de l'article 7 des Statuts de la Commission et suivant la procédure définie à l'Appendice I au présent Règlement intérieur. Les États membres du Conseil exécutif sont rééligibles.
2. Conformément à l'article 7 A.1 des Statuts, le Conseil exécutif comprend au plus 40 États membres. Les sièges (y compris ceux des États membres représentés par les membres du Bureau) y sont répartis entre les groupes électoraux énumérés à l'Appendice II du présent

Règlement intérieur, conformément à la répartition des sièges des États membres au Conseil exécutif par groupe électoral présentée à l'Appendice III du présent Règlement intérieur.

3. La répartition des sièges est actualisée lorsque les circonstances le justifient.
4. Conformément à l'article 6 B.6 des Statuts, le Comité des candidatures donne avant les élections des renseignements sur la répartition géographique du moment et sur la répartition géographique équitable des États membres au sein du Conseil exécutif. Les renseignements susmentionnés comprennent, si nécessaire :
 - (a) une liste à jour des groupes électoraux de la COI ;
 - (b) une liste à jour de la répartition des sièges entre les groupes électoraux au sein du Conseil exécutif.
5. Chaque État membre du Conseil exécutif désigne et peut remplacer son représentant au Conseil exécutif en informant le Secrétaire exécutif.
6. Si le président ou un vice-président est dans l'impossibilité d'assister à une session du Conseil exécutif, l'État dont il est ressortissant a le droit de désigner un représentant qui représentera cet État à cette session, mais sans pouvoir faire fonction de président ou de vice-président.

Article 52

1. Les représentants d'États membres de la Commission qui ne sont pas membres du Conseil exécutif ni d'un organe subsidiaire peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions du Conseil exécutif ou d'un organe subsidiaire.
2. Le président sortant peut, après l'expiration de son mandat, participer ès qualités, sans droit de vote, aux sessions du Conseil exécutif jusqu'à l'élection d'un nouveau président. En ces occasions, l'ancien président ne représente pas l'État membre dont il est ressortissant. Sinon, il peut participer à ces sessions en tant que représentant de l'État membre dont il est ressortissant.

III.2 Sessions

Article 53

1. Le Conseil exécutif peut tenir des sessions ordinaires et des sessions extraordinaires.
2. Le Conseil exécutif tient deux sessions ordinaires entre les sessions ordinaires de l'Assemblée, aux dates et lieux fixés par lui. Une de ces sessions a lieu immédiatement avant l'ouverture de chaque session ordinaire de l'Assemblée. À cette session, il remplit les fonctions de comité directeur. L'une d'elles consiste à faire des propositions à l'Assemblée sur la composition du Comité des candidatures et du Comité des résolutions, comme indiqué à l'article 49.2.
3. Les sessions extraordinaires peuvent être convoquées par décision du Conseil exécutif lui-même, à la demande d'un tiers de ses membres, ou à la demande du Bureau de la Commission présentée au Secrétaire exécutif quatre mois au moins avant la date proposée. Les demandes doivent mentionner l'ordre du jour ou le point de l'ordre du jour dont l'examen est souhaité. Le lieu et la date des sessions extraordinaires sont décidés par le Conseil exécutif ou par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission et les États membres demandant la convocation d'une session extraordinaire.

Article 54

Le Secrétaire exécutif avise les membres du Conseil exécutif, les autres États membres de la Commission et les organisations coopérant et contribuant aux activités de celle-ci qui sont invités à participer à une session du Conseil exécutif, au moins deux mois avant la date d'ouverture de la session.

III.3 Ordre du jour du Conseil exécutif

Article 55

1. Le Conseil exécutif exerce les responsabilités que lui délègue l'Assemblée et il agit au nom de l'Assemblée pour l'application des décisions.
2. L'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire du Conseil exécutif est établi par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission et ne se compose que des points nécessitant une décision du Conseil exécutif et peut en tant que tel comprendre :
 - (a) les questions que l'Assemblée a renvoyées au Conseil exécutif ;
 - (b) les questions que le Conseil exécutif a lui-même décidé d'inscrire à l'ordre du jour ;
 - (c) les questions proposées par le Secrétaire exécutif de la Commission ;
 - (d) les questions proposées par tout État membre de la Commission ;
 - (e) les questions proposées par le chef du secrétariat de toute organisation visée à l'article 2.2 des Statuts ;
 - (f) les questions proposées par d'autres organisations invitées à participer aux travaux de la Commission.

Les propositions faites conformément aux alinéas (c) à (f) doivent être accompagnées d'un exposé des raisons pour lesquelles une décision est requise du Conseil exécutif.

1. L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire du Conseil exécutif est établi par le Secrétaire exécutif et ne comprend que les questions pour l'examen desquelles la session extraordinaire a été convoquée.
2. L'ordre du jour provisoire d'une session du Conseil exécutif est diffusé en même temps que la notification de la date et du lieu de la session, ainsi que, dans toute la mesure du possible, les documents requis pour l'examen des diverses questions inscrites à l'ordre du jour provisoire.

Article 56

1. Au début de chaque session, le Conseil exécutif adopte l'ordre du jour de cette session.
2. Après l'adoption de l'ordre du jour, le Conseil exécutif peut modifier l'ordre des questions qui y sont inscrites ou y ajouter ou en supprimer des questions. La majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour ajouter toute question à l'ordre du jour adopté ou supprimer toute question de cet ordre du jour.
3. L'examen de toute nouvelle question inscrite à l'ordre du jour est reporté, si un membre du Conseil exécutif le demande, pour un minimum de deux jours après l'inscription de la question à l'ordre du jour.

IV. RÈGLEMENT INTÉRIEUR : AMENDEMENTS ET SUSPENSION

IV.1 Amendements

Article 57

1. Sans préjudice des paragraphes 2 et 3 ci-dessous, le présent Règlement ne peut être modifié que par décision de l'Assemblée, adoptée à la majorité de tous les États membres de la Commission présents et votants.
2. Les articles de la partie III (Le Conseil exécutif) du présent Règlement ne peuvent être modifiés que par décision de l'Assemblée conformément au paragraphe 1, sur proposition du Conseil exécutif adoptée à la majorité des membres du Conseil présents et votants.
3. L'un quelconque des autres articles traitant de l'organisation, du fonctionnement et des compétences du Conseil exécutif, ne peut être modifié que par décision de l'Assemblée conformément au paragraphe 1, sur proposition du Conseil exécutif adoptée à la majorité des membres du Conseil présents et votants, dès lors que les dispositions concernées se rapportent au Conseil exécutif.
4. Les mises à jour apportées aux appendices du présent Règlement ne sont pas considérées comme des modifications régies par les dispositions qui précèdent.

IV.2 Suspension

Article 58

1. Sans préjudice des paragraphes 2 et 3 ci-dessous, l'application de l'un quelconque des articles du présent Règlement ne peut être suspendue que par décision de l'Assemblée, adoptée à la majorité de tous les États membres de la Commission présents et votants.
2. L'application de l'un quelconque des articles de la partie III (Le Conseil exécutif) du présent Règlement ne peut être suspendue que par décision du Conseil exécutif, adoptée à la majorité de tous les États membres du Conseil présents et votants.
3. L'application de l'un quelconque des autres articles du présent Règlement traitant de l'organisation, du fonctionnement et des compétences du Conseil exécutif, ne peut être suspendue que par décision du Conseil exécutif adoptée à la majorité des membres du Conseil présents et votants, dès lors que les dispositions concernées se rapportent au Conseil exécutif.

Tableau comparatif des changements proposés en vue de la réorganisation du Règlement intérieur de la COI

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
RÈGLEMENT INTÉRIEUR	RÈGLEMENT INTÉRIEUR	RÈGLEMENT INTÉRIEUR
<p>En l'an 2000, la Commission océanographique intergouvernementale a entrepris de réviser son Règlement intérieur pour le mettre en conformité avec ses nouveaux Statuts adoptés en 1999*. L'Assemblée de la COI a adopté le présent Règlement intérieur à sa vingt et unième session, le 11 juillet 2001, dans sa résolution XXI-4.</p>	<p>En l'an 2000, la Commission océanographique intergouvernementale a entrepris de réviser son Règlement intérieur pour le mettre en conformité avec ses nouveaux Statuts adoptés en 1999*. L'Assemblée de la COI a adopté le présent Règlement intérieur à sa vingt et unième session, le 11 juillet 2001, dans sa résolution XXI-4.</p>	<p>En l'an 2000, la Commission océanographique intergouvernementale a entrepris de réviser son Règlement intérieur pour le mettre en conformité avec ses nouveaux Statuts adoptés en 1999*. L'Assemblée de la COI a adopté le présent Règlement intérieur à sa vingt et unième session, le 11 juillet 2001, dans sa résolution XXI-4.</p> <p>En 2021, l'Assemblée de la COI, réunie à sa 31^e session, a adopté la résolution A-31/2, par laquelle elle a lancé le processus de révision du Règlement intérieur « afin de l'aligner sur les bonnes pratiques en vigueur aux Nations Unies, de manière à faciliter la prise de décisions éclairées et opportunes par les États membres de la COI ».</p> <p>L'Assemblée de la COI a révisé le présent Règlement intérieur à sa 32^e session, le jj/mm/aaaa, dans sa résolution A-32/X.</p>
<p>À l'exception de la procédure d'adoption des résolutions, dont la révision se poursuit encore actuellement, le texte est final et comprend un ensemble de dispositions techniques applicables aux élections, qui figure à l'Appendice I, ainsi que le groupement géographique des États</p>	<p>À l'exception de la procédure d'adoption des résolutions, dont la révision se poursuit encore actuellement, le texte est final et comprend un ensemble de dispositions techniques applicables aux élections, qui figure à l'Appendice I, ainsi que le groupement géographique des États</p> <p>aux fins des élections</p>	<p>Le texte comprend les différents appendices suivants :</p> <p>(a) Appendice I (y compris les annexes I à III) : Dispositions techniques concernant l'élection des membres du Bureau de la Commission et des autres membres du Conseil exécutif ;</p>

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
membres de la COI qui fait l'objet de l'Appendice II.	et la répartition des sièges des États membres au Conseil exécutif par groupe électoral font l'objet des Appendices II et III, respectivement, qui sont disponibles en ligne.	<p>(b) Appendice II : Groupement des États membres de la COI aux fins des élections au Conseil exécutif ;</p> <p>(c) Appendice III : Répartition actuelle des sièges des États membres au Conseil exécutif par groupe électoral ;</p> <p>(d) Appendice IV : Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne ;</p> <p>(e) Appendice V : Directives sur les fonctions du Bureau de la Commission océanographique intergouvernementale</p> <p>(f) Appendice VI : Directives révisées pour la préparation et l'examen des projets de résolution</p> <p>Ces appendices seront uniquement accessibles en ligne et feront l'objet des mises à jour que l'on jugera nécessaires à la bonne organisation et au bon fonctionnement de la COI, de ses organes directeurs et de son Bureau.</p>
	TABLE DES MATIÈRES	TABLE DES MATIÈRES
	I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
I. Composition de la Commission	I.1 Composition de la Commission	I.1 Composition de la Commission
Article premier	Article premier	Article premier
La Commission océanographique intergouvernementale (ci-après dénommée « La Commission ») se compose d'États qui ont donné notification à cet effet conformément à la procédure prévue dans les Statuts de la Commission.	La Commission océanographique intergouvernementale (ci-après dénommée « La Commission ») se compose d'États qui ont donné notification à cet effet conformément à la procédure prévue dans les Statuts de la Commission.	La Commission océanographique intergouvernementale (ci-après dénommée « La Commission ») se compose d'États qui ont donné notification à cet effet conformément à la procédure prévue dans les Statuts de la Commission.
II. Assemblée	II. L'ASSEMBLÉE	II. L'ASSEMBLÉE
	II.1 Composition et sessions	II.1 Composition et sessions
Article 2	Article <u>37</u>	Article 39
Chaque État membre de la Commission communique au Secrétaire exécutif de la Commission les noms des représentants, suppléants et conseillers qu'il a désignés pour chaque session de l'Assemblée.	Chaque État membre de la Commission communique au Secrétaire exécutif de la Commission les noms des représentants, suppléants et conseillers qu'il a désignés pour chaque session de l'Assemblée.	Chaque État membre de la Commission communique au Secrétaire exécutif de la Commission les noms des représentants, suppléants et conseillers qu'il a désignés pour chaque session de l'Assemblée.
Article 3	Article <u>38</u>	Article 40
L'Assemblée se réunit en session extraordinaire si elle en décide ainsi, ou sur convocation du Conseil exécutif, ou à la demande d'un tiers au moins des États membres de la Commission ayant présenté leur demande au Secrétaire exécutif de la Commission quatre mois au moins avant la date proposée.	L'Assemblée se réunit en session extraordinaire si elle en décide ainsi, ou sur convocation du Conseil exécutif, ou à la demande d'un tiers au moins des États membres de la Commission ayant présenté leur demande au Secrétaire exécutif de la Commission quatre mois au moins avant la date proposée.	L'Assemblée se réunit en session extraordinaire si elle en décide ainsi, ou sur convocation du Conseil exécutif, ou à la demande d'un tiers au moins des États membres de la Commission ayant présenté leur demande au Secrétaire exécutif de la Commission quatre mois au moins avant la date proposée.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Article 4	Article <u>39</u>	Article 41
Sur la proposition du Conseil exécutif, l'Assemblée fixe le lieu de la session ordinaire suivante de l'Assemblée. Le Conseil exécutif fixe le lieu des sessions extraordinaires de l'Assemblée, à l'exception de celles demandées par des États membres, conformément à l'article 3. Pour ces dernières, le Secrétaire exécutif fixe le lieu de la session extraordinaire en consultation avec le Bureau de la Commission et les États membres demandant la réunion d'une telle session.	Sur la proposition du Conseil exécutif, l'Assemblée fixe le lieu de la session ordinaire suivante de l'Assemblée. Le Conseil exécutif fixe le lieu des sessions extraordinaires de l'Assemblée, à l'exception de celles demandées par des États membres, conformément à l'article 3 38 . Pour ces dernières, le Secrétaire exécutif fixe le lieu de la session extraordinaire en consultation avec le Bureau de la Commission et les États membres demandant la réunion d'une telle session.	Sur la proposition du Conseil exécutif, l'Assemblée fixe le lieu de la session ordinaire suivante de l'Assemblée. Le Conseil exécutif fixe le lieu des sessions extraordinaires de l'Assemblée, à l'exception de celles demandées par des États membres, conformément à l'article 40 . Pour ces dernières, le Secrétaire exécutif fixe le lieu de la session extraordinaire en consultation avec le Bureau de la Commission et les États membres demandant la réunion d'une telle session.
Article 5	Article <u>40</u>	Article 42
Tout État membre de la Commission, ou toute organisation internationale visée à l'article 2.2 des Statuts, peut inviter l'Assemblée à tenir une session ordinaire ou extraordinaire sur son territoire ou à son siège, selon le cas. Le Secrétaire exécutif informe le Conseil exécutif de toute invitation de ce genre.	Tout État membre de la Commission, ou toute organisation internationale visée à l'article 2.2 des Statuts, peut inviter l'Assemblée à tenir une session ordinaire ou extraordinaire sur son territoire ou à son siège, selon le cas. Le Secrétaire exécutif informe le Conseil exécutif de toute invitation de ce genre.	Tout État membre de la Commission, ou toute organisation internationale visée à l'article 2.2 des Statuts, peut inviter l'Assemblée à tenir une session ordinaire ou extraordinaire sur son territoire ou à son siège, selon le cas. Le Secrétaire exécutif informe le Conseil exécutif de toute invitation de ce genre.
Article 6	Article <u>41</u>	Article 43
La date d'ouverture d'une session ordinaire est fixée par le Secrétaire exécutif selon les indications du Conseil exécutif et compte tenu de la préférence que l'Assemblée pourrait avoir exprimée antérieurement. La date d'ouverture d'une session extraordinaire est fixée par le Secrétaire	La date d'ouverture d'une session ordinaire est fixée par le Secrétaire exécutif selon les indications du Conseil exécutif et compte tenu de la préférence que l'Assemblée pourrait avoir exprimée antérieurement. La date d'ouverture d'une session extraordinaire est fixée par le Secrétaire	Les dates d'ouverture et de clôture d'une session ordinaire sont fixées par le Secrétaire exécutif selon les indications du Conseil exécutif et compte tenu de la préférence que l'Assemblée pourrait avoir exprimée antérieurement. Les dates d'ouverture et de clôture d'une session extraordinaire sont

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission.	exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission.	fixées par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission.
Article 7	Article <u>42</u>	Article 44
Le Secrétaire exécutif avise les États membres de la Commission et les organisations qui coopèrent et contribuent à ses activités, ainsi que les États non membres de la Commission qui ont exprimé le souhait de participer à une session de l'Assemblée, au moins cinq mois à l'avance, de la date et du lieu de la session ordinaire et, si possible, au moins trois mois à l'avance, de la date et du lieu d'une session extraordinaire.	Le Secrétaire exécutif avise les États membres de la Commission et les organisations qui coopèrent et contribuent à ses activités, ainsi que les États non membres de la Commission qui ont exprimé le souhait de participer à une session de l'Assemblée, au moins cinq mois à l'avance, de la date et du lieu de la session ordinaire et, si possible, au moins trois mois à l'avance, de la date et du lieu d'une session extraordinaire.	Le Secrétaire exécutif avise les États membres de la Commission et les organisations qui coopèrent et contribuent à ses activités, ainsi que les États non membres de la Commission qui ont exprimé le souhait de participer à une session de l'Assemblée, au moins cinq mois à l'avance, de la date et du lieu de la session ordinaire et, si possible, au moins trois mois à l'avance, de la date et du lieu d'une session extraordinaire.
III. Ordre du jour de l'Assemblée	II.2 Ordre du jour de l'Assemblée	II.2 Ordre du jour de l'Assemblée
Article 8	Article <u>43</u>	Article 45
1. L'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire de l'Assemblée générale se compose de questions qui appellent une décision de sa part et comprend : (a) une déclaration du Président sur la situation de la COI ; (b) un rapport du Secrétaire exécutif sur la mise en œuvre du programme ; (c) un rapport du Secrétaire exécutif sur le programme et budget pour l'exercice biennal suivant ; (d) les questions que l'Assemblée a elle-même décidé d'inscrire à l'ordre du jour ;	1. L'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire de l'Assemblée générale se compose de questions qui appellent une décision de sa part et comprend : (a) une déclaration du Président sur la situation de la COI ; (b) un rapport du Secrétaire exécutif sur la mise en œuvre du programme ; (c) un rapport du Secrétaire exécutif sur le programme et budget pour l'exercice biennal suivant ; (d) les questions que l'Assemblée a elle-même décidé d'inscrire à l'ordre du jour ;	1. L'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire de l'Assemblée générale se compose de questions qui appellent une décision de sa part et comprend : (a) une déclaration du Président sur la situation de la COI ; (b) un rapport du Secrétaire exécutif sur la mise en œuvre du programme ; (c) un rapport du Secrétaire exécutif sur le programme et budget pour l'exercice biennal suivant ; (d) les questions que l'Assemblée a elle-même décidé d'inscrire à l'ordre du jour ;

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
<ul style="list-style-type: none"> (e) les questions proposées par tout État membre de la Commission ; (f) les questions proposées par le Conseil exécutif ; (g) les questions proposées par le Secrétaire exécutif de la Commission ; (h) les questions proposées par le chef du secrétariat d'une organisation du système des Nations Unies au nom de cette organisation, en particulier par les chefs de secrétariat des organisations visées à l'article 2.2 des Statuts ; (i) les questions proposées par d'autres organisations invitées à participer aux travaux de la Commission ; (j) un examen des rapports et de la composition de ses organes subsidiaires comme prévu aux articles 24 et 49. 	<ul style="list-style-type: none"> (e) les questions proposées par tout État membre de la Commission ; (f) les questions proposées par le Conseil exécutif ; (g) les questions proposées par le Secrétaire exécutif de la Commission ; (h) les questions proposées par le chef du secrétariat d'une organisation du système des Nations Unies au nom de cette organisation, en particulier par les chefs de secrétariat des organisations visées à l'article 2.2 des Statuts ; (i) les questions proposées par d'autres organisations invitées à participer aux travaux de la Commission ; (j) un examen des rapports et de la composition de ses organes subsidiaires comme prévu aux articles 24 7, 31 [49.1] et 48 49 [49.2]. 	<ul style="list-style-type: none"> (e) les questions proposées par tout État membre de la Commission ; (f) les questions proposées par le Conseil exécutif ; (g) les questions proposées par le Secrétaire exécutif de la Commission ; (h) les questions proposées par le chef du secrétariat d'une organisation du système des Nations Unies au nom de cette organisation, en particulier par les chefs de secrétariat des organisations visées à l'article 2.2 des Statuts ; (i) les questions proposées par d'autres organisations invitées à participer aux travaux de la Commission ; (j) un examen des rapports et de la composition de ses organes subsidiaires comme prévu aux articles 7, 30.3, 31 et 50.
<p>2. L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire ne comprend que les questions pour l'examen desquelles la session extraordinaire a été convoquée.</p>	<p>2. L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire ne comprend que les questions pour l'examen desquelles la session extraordinaire a été convoquée.</p>	<p>2. L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire ne comprend que les questions pour l'examen desquelles la session extraordinaire a été convoquée.</p>

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
3. Le Secrétaire exécutif prépare l'ordre du jour provisoire d'une session de l'Assemblée en se conformant aux décisions du Conseil exécutif.	3. Le Secrétaire exécutif prépare l'ordre du jour provisoire d'une session de l'Assemblée en se conformant aux décisions du Conseil exécutif.	3. Le Secrétaire exécutif prépare l'ordre du jour provisoire d'une session de l'Assemblée en se conformant aux décisions du Conseil exécutif.
4. L'ordre du jour provisoire d'une session est diffusé en même temps que l'avis de la date et du lieu de la session.	4. L'ordre du jour provisoire d'une session est diffusé en même temps que l'avis de la date et du lieu de la session.	4. L'ordre du jour provisoire d'une session est diffusé en même temps que l'avis de la date et du lieu de la session.
Article 9	Article <u>44</u>	Article 46
Tout État membre ou organisation coopérant et contribuant aux activités de la Commission peut, deux mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture de la session, demander l'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour provisoire. Le Secrétaire exécutif diffuse, dès leur réception, les demandes d'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour provisoire.	Tout État membre ou organisation coopérant et contribuant aux activités de la Commission peut, deux mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture de la session, demander l'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour provisoire. Le Secrétaire exécutif diffuse, dès leur réception, les demandes d'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour provisoire.	Tout État membre ou organisation coopérant et contribuant aux activités de la Commission peut, deux mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session de l'Assemblée , demander l'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour provisoire. Le Secrétaire exécutif diffuse, dès leur réception, les demandes d'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour provisoire.
Article 10	Article <u>45</u>	Article 47
1. Au début de chaque session, l'Assemblée adopte l'ordre du jour de cette session.	1. Au début de chaque session, l'Assemblée adopte l'ordre du jour de cette session.	1. Au début de chaque session, l'Assemblée adopte l'ordre du jour de cette session.
2. Après l'adoption de l'ordre du jour, l'Assemblée peut modifier l'ordre des questions qui y sont inscrites, ou y ajouter ou en supprimer des questions. La majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour ajouter une question à l'ordre du jour adopté ou supprimer une	2. Après l'adoption de l'ordre du jour, l'Assemblée peut modifier l'ordre des questions qui y sont inscrites, ou y ajouter ou en supprimer des questions. La majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour ajouter une question à l'ordre du jour adopté ou supprimer une	2. Après l'adoption de l'ordre du jour, l'Assemblée peut modifier l'ordre des questions qui y sont inscrites, ou y ajouter ou en supprimer des questions. La majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour ajouter une question à l'ordre du jour adopté ou supprimer une question de cet

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
question de cet ordre du jour. L'examen de toute question inscrite dans ces conditions à l'ordre du jour est reporté, si un État membre de la Commission le demande, pour un minimum de trois jours après l'inscription de la question à l'ordre du jour.	question de cet ordre du jour. L'examen de toute question inscrite dans ces conditions à l'ordre du jour est reporté, si un État membre de la Commission le demande, pour un minimum de trois jours après l'inscription de la question à l'ordre du jour.	ordre du jour. L'examen de toute question inscrite dans ces conditions à l'ordre du jour est reporté, si un État membre de la Commission le demande, pour un minimum de trois jours après l'inscription de la question à l'ordre du jour.
Article 11	Article <u>46</u>	Article 48
1. La documentation nécessaire à l'examen des diverses questions inscrites à l'ordre du jour provisoire d'une session de l'Assemblée est envoyée deux mois au moins avant l'ouverture d'une session ordinaire et un mois au moins avant l'ouverture d'une session extraordinaire.	1. La documentation nécessaire à l'examen des diverses questions inscrites à l'ordre du jour provisoire d'une session de l'Assemblée est envoyée deux mois au moins avant l'ouverture d'une session ordinaire et un mois au moins avant l'ouverture d'une session extraordinaire.	1. La documentation nécessaire à l'examen des diverses questions inscrites à l'ordre du jour provisoire d'une session de l'Assemblée est envoyée deux mois au moins avant l'ouverture d'une session ordinaire et un mois au moins avant l'ouverture d'une session extraordinaire.
2. Tout État membre de la Commission ou organisme coopérant et contribuant à ses activités qui demande l'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour provisoire soumet en même temps au Secrétaire exécutif la documentation requise pour l'examen de cette question. Le Secrétaire exécutif distribue ladite documentation dès que possible, mais 20 jours au moins avant la date d'ouverture de la session, de même que tous les autres documents qui peuvent être jugés nécessaires.	2. Tout État membre de la Commission ou organisme coopérant et contribuant à ses activités qui demande l'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour provisoire soumet en même temps au Secrétaire exécutif la documentation requise pour l'examen de cette question. Le Secrétaire exécutif distribue ladite documentation dès que possible, mais 20 jours au moins avant la date d'ouverture de la session, de même que tous les autres documents qui peuvent être jugés nécessaires.	2. Tout État membre de la Commission ou organisme coopérant et contribuant à ses activités qui demande l'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour provisoire soumet en même temps au Secrétaire exécutif la documentation requise pour l'examen de cette question. Le Secrétaire exécutif distribue ladite documentation dès que possible, mais 20 jours au moins avant la date d'ouverture de la session ordinaire, de même que tous les autres documents qui peuvent être jugés nécessaires.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
IV. Organisation de l'Assemblée	II.3 Organisation de l'Assemblée	II.3 Organisation de l'Assemblée
Article 12	Article 47	Article 49
1. Au cours d'une session, l'Assemblée constitue les comités et autres organes subsidiaires nécessaires à la conduite de ses travaux.	1. Au cours d'une session, l'Assemblée constitue les comités et autres organes subsidiaires nécessaires à la conduite de ses travaux.	1. Au cours d'une session, l'Assemblée constitue les comités et autres organes subsidiaires nécessaires à la conduite de ses travaux.
2. Les comités de l'Assemblée comprennent un Comité des candidatures, un Comité des résolutions et un Comité financier (voir l'article 19.2).	2. Les comités de l'Assemblée comprennent un Comité des candidatures et un Comité des résolutions, sur proposition du Conseil exécutif en application de l'article 51.2 [19.2] , et un Comité financier (voir l'article 19.2).	2. Les comités de l'Assemblée comprennent un Comité des candidatures et un Comité des résolutions, sur proposition du Conseil exécutif en application de l'article 53.2 , et un Comité financier.
3. L'Assemblée constitue un Comité financier qui est ouvert à tous les États membres de la Commission.	3. L'Assemblée constitue un Comité financier qui est ouvert à tous les États membres de la Commission.	3. L'Assemblée constitue un Comité financier qui est ouvert à tous les États membres de la Commission.
V. Bureau	I.2 Bureau	I.2 Bureau
Article 13	Article 2	Article 2
1. Le Bureau de la Commission est composé du président et de cinq vice-présidents.	1. Le Bureau de la Commission est composé du président et de cinq vice-présidents.	1. Le Bureau de la Commission est composé du président et de cinq vice-présidents.
2. Le président est élu parmi des candidats proposés en raison de leurs compétences personnelles. Leur candidature est présentée par leurs États respectifs et doit être appuyée par deux autres États membres.	2. Le président est élu parmi des candidats proposés en raison de leurs compétences personnelles. Leur candidature est présentée par leurs États respectifs et doit être appuyée par deux autres États membres.	2. Le président est élu parmi des candidats proposés en raison de leurs compétences personnelles. Leur candidature est présentée par leurs États respectifs et doit être appuyée par deux autres États membres.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
3. Le président n'agit pas en qualité de représentant de l'État dont il est ressortissant, que ce soit pendant les sessions ou à l'occasion d'autres activités des organes directeurs de la Commission.	3. Le président n'agit pas en qualité de représentant de l'État dont il est ressortissant, que ce soit pendant les sessions ou à l'occasion d'autres activités des organes directeurs de la Commission.	3. Le président n'agit pas en qualité de représentant de l'État dont il est ressortissant, que ce soit pendant les sessions ou à l'occasion d'autres activités des organes directeurs de la Commission.
Les cinq vice-présidents sont des ressortissants d'États membres appartenant aux différents groupes électoraux (énumérés à l'Appendice II du présent Règlement intérieur) et sont élus lors d'un scrutin à un tour conformément à la procédure définie à l'Appendice I du présent Règlement intérieur.	Les cinq vice-présidents sont des ressortissants d'États membres appartenant aux différents groupes électoraux (énumérés à l'Appendice II du présent Règlement intérieur) et sont élus lors d'un scrutin à un tour conformément à la procédure définie à l'Appendice I du présent Règlement intérieur.	4. Les cinq vice-présidents sont des ressortissants d'États membres appartenant aux différents groupes électoraux (énumérés à l'Appendice II du présent Règlement intérieur) et sont élus lors d'un scrutin à un tour conformément à la procédure définie à l'Appendice I du présent Règlement intérieur.
Article 14	Article 3	Article 3
Le Président et les vice-présidents décident du vice-président qui sera appelé à assumer la présidence si le Président n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions pendant tout ou partie d'une session de l'Assemblée ou du Conseil exécutif. Dans le cas où ni le Président, ni aucun des vice-présidents ne sont en mesure d'assumer la présidence, c'est le Secrétaire exécutif qui le fait en attendant que l'Assemblée ou le Conseil exécutif, selon le cas, ait désigné un président par intérim ; mais aucune autre question n'est débattue avant que l'Assemblée ou le Conseil exécutif ait désigné son président par intérim. Un président par intérim a les mêmes pouvoirs et exerce les mêmes fonctions que le Président.	Le Président et les vice-présidents décident du vice-président qui sera appelé à assumer la présidence si le Président n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions pendant tout ou partie d'une session de l'Assemblée ou du Conseil exécutif. Dans le cas où ni le Président, ni aucun des vice-présidents ne sont en mesure d'assumer la présidence, c'est le Secrétaire exécutif qui le fait en attendant que l'Assemblée ou le Conseil exécutif, selon le cas, ait désigné un président par intérim ; mais aucune autre question n'est débattue avant que l'Assemblée ou le Conseil exécutif ait désigné son président par intérim. Un président par intérim a les mêmes pouvoirs et exerce les mêmes fonctions que le Président.	Le Président et les vice-présidents décident du vice-président qui sera appelé à assumer la présidence si le Président n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions pendant tout ou partie d'une session de l'Assemblée ou du Conseil exécutif. Dans le cas où ni le Président, ni aucun des vice-présidents ne sont en mesure d'assumer la présidence, c'est le Secrétaire exécutif qui le fait en attendant que l'Assemblée ou le Conseil exécutif, selon le cas, ait désigné un président par intérim ; mais aucune autre question n'est débattue avant que l'Assemblée ou le Conseil exécutif ait désigné son président par intérim. Un président par intérim a les mêmes pouvoirs et exerce les mêmes fonctions que le Président.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Article 15	Article 4	Article 4
Un vice-président faisant fonction de président aux sessions de l'Assemblée ou du Conseil exécutif n'agit pas, à une session qu'il préside, en qualité de représentant de l'État membre dont il est ressortissant. En pareil cas, l'État membre intéressé peut désigner un autre représentant.	Un vice-président faisant fonction de président aux sessions de l'Assemblée ou du Conseil exécutif n'agit pas, à une session qu'il préside, en qualité de représentant de l'État membre dont il est ressortissant. En pareil cas, l'État membre intéressé peut désigner un autre représentant.	Un vice-président faisant fonction de président aux sessions de l'Assemblée ou du Conseil exécutif n'agit pas, à une session qu'il préside, en qualité de représentant de l'État membre dont il est ressortissant. En pareil cas, l'État membre intéressé peut désigner un autre représentant.
Article 16	Article 5	Article 5
1. Si le Président est, pour une quelconque raison, dans l'impossibilité de continuer d'exercer ses fonctions, le vice-président désigné conformément aux dispositions de l'article 14 assume la présidence pour la durée du mandat qui reste à courir. Si ce vice-président est lui aussi dans l'incapacité de continuer d'exercer ses fonctions, l'un des autres vice-présidents, choisi conformément à l'article 14, assume la présidence pendant la durée du mandat qui reste à courir.	1. Si le Président est, pour une quelconque raison, dans l'impossibilité de continuer d'exercer ses fonctions, le vice-président désigné conformément aux dispositions de l'article 14 443 assume la présidence pour la durée du mandat qui reste à courir. Si ce vice-président est lui aussi dans l'incapacité de continuer d'exercer ses fonctions, l'un des autres vice-présidents, choisi conformément à l'article 14 443 , assume la présidence pendant la durée du mandat qui reste à courir.	1. Si le Président est, pour une quelconque raison, dans l'impossibilité de continuer d'exercer ses fonctions, le vice-président désigné conformément aux dispositions de l'article 3 assume la présidence pour la durée du mandat qui reste à courir. Si ce vice-président est lui aussi dans l'incapacité de continuer d'exercer ses fonctions, l'un des autres vice-présidents, choisi conformément à l'article 3, assume la présidence pendant la durée du mandat qui reste à courir.
2. Si un vice-président assume les responsabilités du Président ou est dans l'impossibilité de continuer d'exercer ses fonctions, le Président et les autres vice-présidents réattribuent selon qu'il convient les responsabilités précédemment assumées par ce vice-président à d'autres membres du Bureau.	2. Si un vice-président assume les responsabilités du Président ou est dans l'impossibilité de continuer d'exercer ses fonctions, le Président et les autres vice-présidents réattribuent selon qu'il convient les responsabilités précédemment assumées par ce vice-président à d'autres membres du Bureau.	2. Si un vice-président assume les responsabilités du Président ou est dans l'impossibilité de continuer d'exercer ses fonctions, le Président et les autres vice-présidents ou bien, si le Président n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions, les autres vice-présidents réattribuent selon qu'il convient les responsabilités précédemment assumées par ce vice-président à d'autres membres du Bureau.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Article 17	Article 6	Article 6
1. Le Président et chacun des vice-présidents sont rééligibles dans leurs fonctions de président et de vice-président, mais sans pouvoir exercer plus de deux mandats consécutifs.	Le Président et chacun des vice-présidents sont rééligibles dans leurs fonctions de président et de vice-président, mais sans pouvoir exercer plus de deux mandats consécutifs. Ils agissent conformément aux Directives sur les fonctions du Bureau de la Commission océanographique intergouvernementale.	Le Président et chacun des vice-présidents sont rééligibles dans leurs fonctions de président et de vice-président, mais sans pouvoir exercer plus de deux mandats consécutifs. Ils agissent conformément aux Directives sur les fonctions du Bureau de la Commission océanographique intergouvernementale.
VI. Le Conseil exécutif	III. LE CONSEIL EXÉCUTIF	III. LE CONSEIL EXÉCUTIF
	III.1 Composition et représentation	III.1 Composition et représentation
Article 18	Article <u>49</u>	Article 51
1. Le Conseil exécutif est constitué du président, des cinq vice-présidents et d'un certain nombre de représentants d'États membres de la Commission élus par l'Assemblée conformément aux dispositions de l'article 7 des Statuts de la Commission et suivant la procédure définie à l'Appendice I au présent Règlement intérieur. Les États membres du Conseil exécutif sont rééligibles.	1. Le Conseil exécutif est constitué du président, des cinq vice-présidents et d'un certain nombre de représentants d'États membres de la Commission élus par l'Assemblée conformément aux dispositions de l'article 7 des Statuts de la Commission et suivant la procédure définie à l'Appendice I au présent Règlement intérieur. Les États membres du Conseil exécutif sont rééligibles.	1. Le Conseil exécutif est constitué du président, des cinq vice-présidents et d'un certain nombre de représentants d'États membres de la Commission élus par l'Assemblée conformément aux dispositions de l'article 7 des Statuts de la Commission et suivant la procédure définie à l'Appendice I au présent Règlement intérieur. Les États membres du Conseil exécutif sont rééligibles.
2. Conformément à l'article 7 A.1 des Statuts, le Conseil exécutif comprend au plus 40 États membres. Les sièges (y compris ceux des États membres représentés par les membres du Bureau) y sont répartis entre les groupes électoraux (énumérés à l'Appendice II du présent Règlement intérieur) comme suit :	2. Conformément à l'article 7 A.1 des Statuts, le Conseil exécutif comprend au plus 40 États membres. Les sièges (y compris ceux des États membres représentés par les membres du Bureau) y sont répartis entre les groupes électoraux ≠ énumérés à l'Appendice II du présent Règlement intérieur,	2. Conformément à l'article 7 A.1 des Statuts, le Conseil exécutif comprend au plus 40 États membres. Les sièges (y compris ceux des États membres représentés par les membres du Bureau) y sont répartis entre les groupes électoraux énumérés à l'Appendice II du présent Règlement intérieur, conformément

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Groupe I – 11 sièges Groupe II – 2 sièges Groupe III – 9 sièges Groupe IV – 9 sièges Groupe V – 9 sièges	conformément à la répartition des sièges des États membres au Conseil exécutif par groupe électoral présentée à l'Appendice III du présent Règlement intérieur. .) comme suit : Groupe I – 11 sièges Groupe II – 2 sièges Groupe III – 9 sièges Groupe IV – 9 sièges Groupe V – 9 sièges	à la répartition des sièges des États membres au Conseil exécutif par groupe électoral présentée à l'Appendice III du présent Règlement intérieur.
3. La répartition susmentionnée des sièges est actualisée lorsque les circonstances le justifient.	3. La répartition des sièges [susmentionnée] est actualisée lorsque les circonstances le justifient.	3. La répartition susmentionnée des sièges est actualisée lorsque les circonstances le justifient.
4. Conformément à l'article 6 B.6 des Statuts, le Comité des candidatures donne avant les élections des renseignements sur la répartition géographique du moment et sur la répartition géographique équitable des États membres au sein du Conseil exécutif. Les renseignements susmentionnés comprennent, si nécessaire : (a) une liste à jour des groupes électoraux de la COI (voir l'Appendice II du présent Règlement intérieur) ; (b) une liste à jour de la répartition des sièges entre les groupes électoraux au sein du Conseil exécutif (voir le paragraphe 2 du présent article).	4. Conformément à l'article 6 B.6 des Statuts, le Comité des candidatures donne avant les élections des renseignements sur la répartition géographique du moment et sur la répartition géographique équitable des États membres au sein du Conseil exécutif. Les renseignements susmentionnés comprennent, si nécessaire : (a) une liste à jour des groupes électoraux de la COI (voir l'Appendice II du présent Règlement intérieur) ; (b) une liste à jour de la répartition des sièges entre les groupes électoraux au sein du Conseil exécutif (voir le l'Appendice II du présent Règlement intérieur / le l'Appendice II du présent Règlement intérieur]).	4. Conformément à l'article 6 B.6 des Statuts, le Comité des candidatures donne avant les élections des renseignements sur la répartition géographique du moment et sur la répartition géographique équitable des États membres au sein du Conseil exécutif. Les renseignements susmentionnés comprennent, si nécessaire : (a) une liste à jour des groupes électoraux de la COI (voir l'Appendice II du présent Règlement intérieur) ; (b) une liste à jour de la répartition des sièges entre les groupes électoraux au sein du Conseil exécutif (voir l'Appendice II du présent Règlement intérieur).

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
5. Chaque État membre du Conseil exécutif désigne et peut remplacer son représentant au Conseil exécutif en informant le Secrétaire exécutif.	5. Chaque État membre du Conseil exécutif désigne et peut remplacer son représentant au Conseil exécutif en informant le Secrétaire exécutif.	5. Chaque État membre du Conseil exécutif désigne et peut remplacer son représentant au Conseil exécutif en informant le Secrétaire exécutif.
6. Si le président ou un vice-président est dans l'impossibilité d'assister à une session du Conseil exécutif, l'État dont il est ressortissant a le droit de désigner un représentant qui représentera cet État à cette session, mais sans pouvoir faire fonction de président ou de vice-président.	6. Si le président ou un vice-président est dans l'impossibilité d'assister à une session du Conseil exécutif, l'État dont il est ressortissant a le droit de désigner un représentant qui représentera cet État à cette session, mais sans pouvoir faire fonction de président ou de vice-président.	6. Si le président ou un vice-président est dans l'impossibilité d'assister à une session du Conseil exécutif, l'État dont il est ressortissant a le droit de désigner un représentant qui représentera cet État à cette session, mais sans pouvoir faire fonction de président ou de vice-président.
	III.2 Sessions	III.2 Sessions
Article 19	Article 51 [36.1 et 36.3]	Article 53
1. Le Conseil exécutif peut tenir des sessions ordinaires et des sessions extraordinaires.	1. Le Conseil exécutif peut tenir des sessions ordinaires et des sessions extraordinaires.	1. Le Conseil exécutif peut tenir des sessions ordinaires et des sessions extraordinaires.
2. Le Conseil exécutif tient deux sessions ordinaires entre les sessions ordinaires de l'Assemblée, aux dates et lieux fixés par lui. Une de ces sessions a lieu immédiatement avant l'ouverture de chaque session ordinaire de l'Assemblée. À cette session, il remplit les fonctions de comité directeur. L'une d'elles consiste à faire des propositions à l'Assemblée sur la composition du Comité des candidatures et du Comité des résolutions (article 12-2).	2. Le Conseil exécutif tient deux sessions ordinaires entre les sessions ordinaires de l'Assemblée, aux dates et lieux fixés par lui. Une de ces sessions a lieu immédiatement avant l'ouverture de chaque session ordinaire de l'Assemblée. À cette session, il remplit les fonctions de comité directeur. L'une d'elles consiste à faire des propositions à l'Assemblée sur la composition du Comité des candidatures et du Comité des résolutions, comme indiqué à (l'article 47.212.2).	2. Le Conseil exécutif tient deux sessions ordinaires entre les sessions ordinaires de l'Assemblée, aux dates et lieux fixés par lui. Une de ces sessions a lieu immédiatement avant l'ouverture de chaque session ordinaire de l'Assemblée. À cette session, il remplit les fonctions de comité directeur. L'une d'elles consiste à faire des propositions à l'Assemblée sur la composition du Comité des candidatures et du Comité des résolutions, comme indiqué à l'article 49.2.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
<p>3. Les sessions extraordinaires peuvent être convoquées par décision du Conseil exécutif lui-même, ou d'un tiers de ses membres, ou à la demande du Bureau de la Commission présentée au Secrétaire exécutif quatre mois au moins avant la date proposée. Les demandes doivent mentionner l'ordre du jour ou le point de l'ordre du jour dont l'examen est souhaité. Le lieu et la date des sessions extraordinaires sont décidés par le Conseil exécutif ou par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission et les États membres demandant la convocation d'une session extraordinaire.</p>	<p>3. Les sessions extraordinaires peuvent être convoquées par décision du Conseil exécutif lui-même, ou d'un tiers de ses membres, ou à la demande du Bureau de la Commission présentée au Secrétaire exécutif quatre mois au moins avant la date proposée. Les demandes doivent mentionner l'ordre du jour ou le point de l'ordre du jour dont l'examen est souhaité. Le lieu et la date des sessions extraordinaires sont décidés par le Conseil exécutif ou par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission et les États membres demandant la convocation d'une session extraordinaire.</p>	<p>3. Les sessions extraordinaires peuvent être convoquées par décision du Conseil exécutif lui-même, ou à la demande d'un tiers de ses membres, ou à la demande du Bureau de la Commission présentée au Secrétaire exécutif quatre mois au moins avant la date proposée. Les demandes doivent mentionner l'ordre du jour ou le point de l'ordre du jour dont l'examen est souhaité. Le lieu et la date des sessions extraordinaires sont décidés par le Conseil exécutif ou par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission et les États membres demandant la convocation d'une session extraordinaire.</p>
Article 20	Article <u>52</u>	Article 54
<p>Le Secrétaire exécutif avise les membres du Conseil exécutif, les autres États membres de la Commission et les organisations coopérant et contribuant aux activités de celle-ci qui sont invités à participer à une session du Conseil exécutif, au moins deux mois avant la date d'ouverture de la session.</p>	<p>Le Secrétaire exécutif avise les membres du Conseil exécutif, les autres États membres de la Commission et les organisations coopérant et contribuant aux activités de celle-ci qui sont invités à participer à une session du Conseil exécutif, au moins deux mois avant la date d'ouverture de la session.</p>	<p>Le Secrétaire exécutif avise les membres du Conseil exécutif, les autres États membres de la Commission et les organisations coopérant et contribuant aux activités de celle-ci qui sont invités à participer à une session du Conseil exécutif, au moins deux mois avant la date d'ouverture de la session.</p>
	III.3 Ordre du jour du Conseil exécutif	III.3 Ordre du jour du Conseil exécutif
Article 21	Article <u>53</u>	Article 55
<p>1. Le Conseil exécutif exerce les responsabilités que lui délègue l'Assemblée et il agit au nom de l'Assemblée pour l'application des décisions.</p>	<p>1. Le Conseil exécutif exerce les responsabilités que lui délègue l'Assemblée et il agit au nom de l'Assemblée pour l'application des décisions.</p>	<p>1. Le Conseil exécutif exerce les responsabilités que lui délègue l'Assemblée et il agit au nom de l'Assemblée pour l'application des décisions.</p>

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
<p>2. L'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire du Conseil exécutif est établi par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission et ne se compose que des points nécessitant une décision du Conseil exécutif et peut en tant que tel comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) les questions que l'Assemblée a renvoyées au Conseil exécutif ; (b) les questions que le Conseil exécutif a lui-même décidé d'inscrire à l'ordre du jour ; (c) les questions proposées par le Secrétaire exécutif de la Commission ; (d) les questions proposées par tout État membre de la Commission ; (e) les questions proposées par le chef du secrétariat de toute organisation visée à l'article 2.2 des Statuts ; (f) les questions proposées par d'autres organisations invitées à participer aux travaux de la Commission ; <p>Les propositions faites conformément aux alinéas (c) à (f) doivent être accompagnées d'un exposé des raisons pour lesquelles une décision est requise du Conseil exécutif.</p>	<p>2. L'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire du Conseil exécutif est établi par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission et ne se compose que des points nécessitant une décision du Conseil exécutif et peut en tant que tel comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) les questions que l'Assemblée a renvoyées au Conseil exécutif ; (b) les questions que le Conseil exécutif a lui-même décidé d'inscrire à l'ordre du jour ; (c) les questions proposées par le Secrétaire exécutif de la Commission ; (d) les questions proposées par tout État membre de la Commission ; (e) les questions proposées par le chef du secrétariat de toute organisation visée à l'article 2.2 des Statuts ; (f) les questions proposées par d'autres organisations invitées à participer aux travaux de la Commission ; <p>Les propositions faites conformément aux alinéas (c) à (f) doivent être accompagnées d'un exposé des raisons pour lesquelles une décision est requise du Conseil exécutif.</p>	<p>2. L'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire du Conseil exécutif est établi par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission et ne se compose que des points nécessitant une décision du Conseil exécutif et peut en tant que tel comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) les questions que l'Assemblée a renvoyées au Conseil exécutif ; (b) les questions que le Conseil exécutif a lui-même décidé d'inscrire à l'ordre du jour ; (c) les questions proposées par le Secrétaire exécutif de la Commission ; (d) les questions proposées par tout État membre de la Commission ; (e) les questions proposées par le chef du secrétariat de toute organisation visée à l'article 2.2 des Statuts ; (f) les questions proposées par d'autres organisations invitées à participer aux travaux de la Commission ; <p>Les propositions faites conformément aux alinéas (c) à (f) doivent être accompagnées d'un exposé des raisons pour lesquelles une décision est requise du Conseil exécutif.</p>

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
3. L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire du Conseil exécutif est établi par le Secrétaire exécutif et ne comprend que les questions pour l'examen desquelles la session extraordinaire a été convoquée.	3. L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire du Conseil exécutif est établi par le Secrétaire exécutif et ne comprend que les questions pour l'examen desquelles la session extraordinaire a été convoquée.	L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire du Conseil exécutif est établi par le Secrétaire exécutif et ne comprend que les questions pour l'examen desquelles la session extraordinaire a été convoquée.
4. L'ordre du jour provisoire d'une session du Conseil exécutif est diffusé en même temps que la notification de la date et du lieu de la session, ainsi que, dans toute la mesure du possible, les documents requis pour l'examen des diverses questions inscrites à l'ordre du jour provisoire.	4. L'ordre du jour provisoire d'une session du Conseil exécutif est diffusé en même temps que la notification de la date et du lieu de la session, ainsi que, dans toute la mesure du possible, les documents requis pour l'examen des diverses questions inscrites à l'ordre du jour provisoire.	L'ordre du jour provisoire d'une session du Conseil exécutif est diffusé en même temps que la notification de la date et du lieu de la session, ainsi que, dans toute la mesure du possible, les documents requis pour l'examen des diverses questions inscrites à l'ordre du jour provisoire.
Article 22	Article 54	Article 56
1. Au début de chaque session, le Conseil exécutif adopte l'ordre du jour de cette session.	1. Au début de chaque session, le Conseil exécutif adopte l'ordre du jour de cette session.	1. Au début de chaque session, le Conseil exécutif adopte l'ordre du jour de cette session.
2. Après l'adoption de l'ordre du jour, le Conseil exécutif peut modifier l'ordre des questions qui y sont inscrites ou y ajouter ou en supprimer des questions. La majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour ajouter toute question à l'ordre du jour adopté ou supprimer toute question de cet ordre du jour.	2. Après l'adoption de l'ordre du jour, le Conseil exécutif peut modifier l'ordre des questions qui y sont inscrites ou y ajouter ou en supprimer des questions. La majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour ajouter toute question à l'ordre du jour adopté ou supprimer toute question de cet ordre du jour.	2. Après l'adoption de l'ordre du jour, le Conseil exécutif peut modifier l'ordre des questions qui y sont inscrites ou y ajouter ou en supprimer des questions. La majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour ajouter toute question à l'ordre du jour adopté ou supprimer toute question de cet ordre du jour.
3. L'examen de toute nouvelle question inscrite à l'ordre du jour est reporté, si un membre du Conseil exécutif le demande, pour un minimum de deux jours après l'inscription de la question à l'ordre du jour.	3. L'examen de toute nouvelle question inscrite à l'ordre du jour est reporté, si un membre du Conseil exécutif le demande, pour un minimum de deux jours après l'inscription de la question à l'ordre du jour.	3. L'examen de toute nouvelle question inscrite à l'ordre du jour est reporté, si un membre du Conseil exécutif le demande, pour un minimum de deux jours après l'inscription de la question à l'ordre du jour.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
		I.13 Sessions en ligne
		Article 37
		1. L'Assemblée, le Conseil exécutif et leurs organes subsidiaires ne peuvent tenir des sessions en ligne que dans les cas d'urgence ou dans des circonstances exceptionnelles rendant impossibles la tenue de sessions « en présentiel ». Les sessions en ligne se tiennent conformément aux « Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne » qui figurent à l'Appendice IV du présent Règlement intérieur.
		2. Lors d'une session ordinaire ou extraordinaire, l'Assemblée, le Conseil exécutif et leurs organes subsidiaires peuvent décider de tenir une session en ligne à la majorité simple des membres présents et votants.
		3. Si l'approbation de l'Assemblée, du Conseil exécutif ou de l'un de leurs organes subsidiaires en vue de tenir une session en ligne est requise dans l'intervalle de leurs sessions, le président de l'organe concerné, en consultation avec le bureau de l'organe concerné et en accord avec le Secrétaire exécutif, consulte les États membres par correspondance. L'Assemblée ou le Conseil exécutif ou l'un de leurs organes

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
		subsidiaries tient une session en ligne à moins qu'un tiers des membres de l'organe concerné ne rejettent la proposition.
	III.4 Consultation par correspondance	I.14 Consultation par correspondance
Article 23	Article 55	Article 38
En conformité avec les instructions du Conseil exécutif, le Président ou le Secrétaire exécutif peuvent, avant de prendre une décision, consulter par correspondance les États membres de la Commission sur des questions de fond et fixer un délai de réponse raisonnable.	En conformité avec les instructions du Conseil exécutif, le Président ou le Secrétaire exécutif peuvent, avant de prendre une décision, consulter par correspondance les États membres de la Commission sur des questions de fond et fixer un délai de réponse raisonnable.	En conformité avec les instructions du Conseil exécutif ou de l'Assemblée , le Président ou le Secrétaire exécutif peuvent, avant de prendre une décision, consulter par correspondance les États membres de la Commission sur des questions de fond et fixer un délai de réponse raisonnable.
VII. Comités et organes subsidiaires ou autres	I.3 Comités et organes subsidiaires ou autres	I.3 Comités et organes subsidiaires ou autres
Article 24	Article 7	Article 7
1. L'Assemblée ou le Conseil exécutif décident de la nécessité d'organes subsidiaires principaux (comités, sous-commissions et comités régionaux) et en fixent le mandat ; ils approuvent également la création, le mandat et la durée d'existence prévue des organes subsidiaires secondaires (groupes d'experts et équipes spéciales). Dans des cas exceptionnels, l'Assemblée et le Conseil peuvent décider de la nécessité et du mandat de groupes d'experts. L'Assemblée et le Conseil exécutif tiennent compte de la nécessité d'assurer une large répartition géographique et des compétences	1. L'Assemblée ou le Conseil exécutif décident de la nécessité d'organes subsidiaires principaux (comités, sous-commissions et comités régionaux) et en fixent le mandat ; ils approuvent également la création, le mandat et la durée d'existence prévue des organes subsidiaires secondaires (groupes d'experts et équipes spéciales). Dans des cas exceptionnels, l'Assemblée et le Conseil peuvent décider de la nécessité et du mandat de groupes d'experts. L'Assemblée et le Conseil exécutif tiennent compte de la nécessité d'assurer une large répartition géographique et des compétences	1. L'Assemblée ou le Conseil exécutif décident de la nécessité d'organes subsidiaires principaux (comités, sous-commissions et comités régionaux) et en fixent le mandat ; ils approuvent également la création, le mandat et la durée d'existence prévue des organes subsidiaires secondaires (groupes d'experts et équipes spéciales). Dans des cas exceptionnels, l'Assemblée et le Conseil peuvent décider de la nécessité et du mandat de groupes d'experts. L'Assemblée et le Conseil exécutif tiennent compte de la nécessité d'assurer une large répartition géographique et des compétences appropriées

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
appropriées au sein de ces organes. À chacune de ses sessions ordinaires, l'Assemblée peut réexaminer le mandat de chacun de ces organes, ainsi que la nécessité de les conserver, et apporter les changements et prendre les décisions nécessaires.	appropriées au sein de ces organes. À chacune de ses sessions ordinaires, l'Assemblée peut réexaminer le mandat de chacun de ces organes, ainsi que la nécessité de les conserver, et apporter les changements et prendre les décisions nécessaires.	au sein de ces organes. À chacune de ses sessions ordinaires, l'Assemblée peut réexaminer le mandat de chacun de ces organes, ainsi que la nécessité de les conserver, et apporter les changements et prendre les décisions nécessaires.
2. Les organes subsidiaires principaux et ceux créés à titre exceptionnel se réunissent conformément aux décisions pertinentes de l'Assemblée ou du Conseil exécutif.	2. Les organes subsidiaires principaux et ceux créés à titre exceptionnel se réunissent conformément aux décisions pertinentes de l'Assemblée ou du Conseil exécutif.	2. Les organes subsidiaires principaux et ceux créés à titre exceptionnel se réunissent conformément aux décisions pertinentes de l'Assemblée ou du Conseil exécutif.
Article 25	Article 8	Article 8
1. Les États membres de la Commission doivent être invités à participer aux sessions des organes subsidiaires et communiquent au Secrétaire exécutif les noms de leurs représentants ou des personnes qu'ils ont désignées pour y participer. Cette procédure s'applique également aux organes créés à titre exceptionnel. La composition des organes subsidiaires secondaires est fixée par les organes subsidiaires principaux en consultation avec le Secrétaire exécutif. Si possible, les représentants devraient être désignés pour toute la durée de la période spécifiée dans le mandat de l'organe subsidiaire. Le Secrétaire exécutif est également informé en temps voulu de toute modification apportée à cette représentation.	1. Les États membres de la Commission doivent être invités à participer aux sessions des organes subsidiaires et communiquent au Secrétaire exécutif les noms de leurs représentants ou des personnes qu'ils ont désignées pour y participer. Cette procédure s'applique également aux organes créés à titre exceptionnel. La composition des organes subsidiaires secondaires est fixée par les organes subsidiaires principaux en consultation avec le Secrétaire exécutif. Si possible, les représentants devraient être désignés pour toute la durée de la période spécifiée dans le mandat de l'organe subsidiaire. Le Secrétaire exécutif est également informé en temps voulu de toute modification apportée à cette représentation.	1. Les États membres de la Commission doivent être invités à participer aux sessions des organes subsidiaires et communiquent au Secrétaire exécutif les noms de leurs représentants ou des personnes qu'ils ont désignées pour y participer . Cette procédure s'applique également aux organes créés à titre exceptionnel. La composition des organes subsidiaires secondaires est fixée par les organes subsidiaires principaux en consultation avec le Secrétaire exécutif. Si possible, les représentants ou les experts devraient être désignés pour toute la durée de la période spécifiée dans le mandat de l'organe subsidiaire. Le Secrétaire exécutif est également informé en temps voulu de toute modification apportée à cette représentation.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
<p>1. L'Assemblée ou le Conseil exécutif peuvent créer des organes subsidiaires conjointement avec d'autres organisations, comme indiqué à l'article 9.2 des Statuts. Dans ce cas, le mandat, la composition et la durée d'existence de l'organe ainsi institué seront fixés et tout examen et modifications ultérieurs seront réalisés en consultation avec les autres organisations concernées. Aucune décision concernant ces organes mixtes ne sera prise ou prévue en l'absence de telles consultations.</p>	<p>2. L'Assemblée ou le Conseil exécutif peuvent créer des organes subsidiaires conjointement avec d'autres organisations, comme indiqué à l'article 9.2 des Statuts. Dans ce cas, le mandat, la composition et la durée d'existence de l'organe ainsi institué seront fixés et tout examen et modifications ultérieurs seront réalisés en consultation avec les autres organisations concernées. Aucune décision concernant ces organes mixtes ne sera prise ou prévue en l'absence de telles consultations.</p>	<p>2. L'Assemblée ou le Conseil exécutif peuvent créer des organes subsidiaires conjointement avec d'autres organisations, comme indiqué à l'article 9.2 des Statuts. Dans ce cas, le mandat, la composition et la durée d'existence de l'organe ainsi institué seront fixés et tout examen et modifications ultérieurs seront réalisés en consultation avec les autres organisations concernées. Aucune décision concernant ces organes mixtes ne sera prise ou prévue en l'absence de telles consultations.</p>
<p>3. À moins d'avoir été désigné par l'Assemblée ou par le Conseil exécutif ou, dans le cas d'organes mixtes, d'avoir été agréé de toute autre manière, le Président de chaque organe subsidiaire est élu par l'organe concerné.</p>	<p>3. À moins d'avoir été désigné par l'Assemblée ou par le Conseil exécutif ou, dans le cas d'organes mixtes, d'avoir été agréé de toute autre manière, le Président de chaque organe subsidiaire est élu par l'organe concerné.</p>	<p>3. À moins d'avoir été désigné par l'Assemblée ou par le Conseil exécutif ou, dans le cas d'organes mixtes, d'avoir été agréé de toute autre manière, le Président de chaque organe subsidiaire est élu par l'organe concerné.</p>
<p>4. L'Assemblée, le Conseil exécutif ou tout organe subsidiaire peuvent élire des rapporteurs.</p>	<p>4. L'Assemblée, le Conseil exécutif ou tout organe subsidiaire peuvent élire des rapporteurs.</p>	<p>4. L'Assemblée, le Conseil exécutif ou tout organe subsidiaire peuvent élire des rapporteurs.</p>
<p>5. Chaque fois que c'est possible, les comités, organes subsidiaires ou autres s'acquittent de leur tâche par correspondance.</p>	<p>5. Chaque fois que c'est possible, les comités, organes subsidiaires ou autres s'acquittent de leur tâche par correspondance.</p>	<p>5. Chaque fois que c'est possible, les comités, organes subsidiaires ou autres s'acquittent de leur tâche par correspondance.</p>

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
VIII. Représentation		
Article 26	Article 9	Article 9
1. Les États membres agissant à titre individuel doivent tenir compte du caractère scientifique et technique des objectifs et des fonctions de la Commission lorsqu'ils désignent les membres des organes subsidiaires de la Commission.	1. Les États membres agissant à titre individuel doivent tenir compte du caractère scientifique et technique des objectifs et des fonctions de la Commission lorsqu'ils désignent les membres des organes subsidiaires de la Commission.	1. Les États membres agissant à titre individuel doivent tenir compte du caractère scientifique et technique des objectifs et des fonctions de la Commission lorsqu'ils désignent des membres-représentants ou des experts auprès des organes subsidiaires de la Commission.
2. Dans la mesure du possible, les États membres effectuent ces désignations par l'intermédiaire de l'agence nationale de coordination officiellement chargée d'assurer la liaison avec la Commission.	2. Dans la mesure du possible, les États membres effectuent ces désignations par l'intermédiaire de l'agence nationale de coordination officiellement chargée d'assurer la liaison avec la Commission.	2. Dans la mesure du possible, les États membres effectuent ces désignations par l'intermédiaire de l'agence nationale de coordination officiellement chargée d'assurer la liaison avec la Commission.
IX. Secrétariat	I.4 Secrétariat	I.4 Secrétariat
Article 27	Article 10	Article 10
Le Secrétaire exécutif de la Commission dirige le personnel du secrétariat mis à la disposition de la Commission conformément à l'article 8 des Statuts de la Commission, ainsi que tout autre personnel qui serait mis à la disposition de la Commission conformément aux règles, règlements et procédures applicables.	Le Secrétaire exécutif de la Commission dirige le personnel du secrétariat mis à la disposition de la Commission conformément à l'article 8 des Statuts de la Commission, ainsi que tout autre personnel qui serait mis à la disposition de la Commission conformément aux règles, règlements et procédures applicables.	Le Secrétaire exécutif de la Commission dirige le personnel du secrétariat mis à la disposition de la Commission conformément à l'article 8 des Statuts de la Commission, ainsi que tout autre personnel qui serait mis à la disposition de la Commission conformément aux règles, règlements et procédures applicables.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Article 28	Article 11	Article 11
Le Secrétaire exécutif agit selon les directives que lui donnent l'Assemblée et le Conseil exécutif et conformément aux Statuts.	Le Secrétaire exécutif agit selon les directives que lui donnent l'Assemblée et le Conseil exécutif et conformément aux Statuts.	Le Secrétaire exécutif agit selon les directives que lui donnent l'Assemblée et le Conseil exécutif et conformément aux Statuts.
Article 29	Article 12	Article 12
Le Secrétaire exécutif prend les dispositions nécessaires pour la convocation de toutes les sessions de l'Assemblée, du Conseil exécutif et des organes subsidiaires principaux et secondaires de la Commission et en assure les services de secrétariat. Il veille en outre à ce que des arrangements appropriés soient conclus pour réunir les organes créés ou convoqués par la Commission conjointement avec d'autres organisations et en assurer les services de secrétariat. Le Secrétaire exécutif, ou son représentant désigné, exerce les fonctions de secrétaire à chaque session de l'Assemblée, du Conseil exécutif et des organes subsidiaires de la Commission, et participe de façon appropriée aux travaux de tout organe créé ou convoqué conjointement avec d'autres organisations.	Le Secrétaire exécutif prend les dispositions nécessaires pour la convocation de toutes les sessions de l'Assemblée, du Conseil exécutif et des organes subsidiaires principaux et secondaires de la Commission et en assure les services de secrétariat. Il veille en outre à ce que des arrangements appropriés soient conclus pour réunir les organes créés ou convoqués par la Commission conjointement avec d'autres organisations et en assurer les services de secrétariat. Le Secrétaire exécutif, ou son représentant désigné, exerce les fonctions de secrétaire à chaque session de l'Assemblée, du Conseil exécutif et des organes subsidiaires de la Commission, et participe de façon appropriée aux travaux de tout organe créé ou convoqué conjointement avec d'autres organisations.	Le Secrétaire exécutif prend les dispositions nécessaires pour la convocation de toutes les sessions de l'Assemblée, du Conseil exécutif et des organes subsidiaires principaux et secondaires de la Commission et en assure les services de secrétariat. Il veille en outre à ce que des arrangements appropriés soient conclus pour réunir les organes créés ou convoqués par la Commission conjointement avec d'autres organisations et en assurer les services de secrétariat. Le Secrétaire exécutif, ou son représentant désigné, exerce les fonctions de secrétaire à chaque session de l'Assemblée, du Conseil exécutif et des organes subsidiaires de la Commission, et participe de façon appropriée aux travaux de tout organe créé ou convoqué conjointement avec d'autres organisations.
Article 30	Article 13	Article 13
Le Secrétaire exécutif ou son représentant désigné peut présenter oralement ou par écrit à l'Assemblée, au Conseil exécutif et à tout organe subsidiaire des déclarations sur toute question en cours d'examen.	Le Secrétaire exécutif ou son représentant désigné peut présenter oralement ou par écrit à l'Assemblée, au Conseil exécutif et à tout organe subsidiaire des déclarations sur toute question en cours d'examen.	Le Secrétaire exécutif ou son représentant désigné peut présenter oralement ou par écrit à l'Assemblée, au Conseil exécutif et à tout organe subsidiaire des déclarations sur toute question en cours d'examen.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Article 31	Article 14	Article 14
<p>Le Secrétaire exécutif assure l'application des décisions de l'Assemblée et du Conseil exécutif et prend les mesures voulues suivant les instructions qui lui sont données dans ces décisions ; à cet effet, notamment :</p> <p>(a) il présente au nom de la Commission au Directeur général et aux organes directeurs de l'UNESCO les décisions adoptées par les organes directeurs de la COI ;</p> <p>(b) en conformité avec l'autonomie fonctionnelle dont la COI est dotée au sein de l'UNESCO, il transmet au Directeur général la résolution adoptée par l'Assemblée de la COI sur le Programme et budget, ainsi qu'un exposé des besoins en personnel correspondants ;</p> <p>(c) il assure, au nom de la Commission, la liaison avec les secteurs, divisions, unités ou sections de l'UNESCO sur les questions d'intérêt commun et principalement sur ce qui touche à la mise en œuvre du programme de travail de la COI ;</p> <p>(d) en sa qualité de sous-directeur général de l'UNESCO, il assure la liaison avec l'Administration de celle-ci afin de veiller au respect du statut d'organe autonome dont la COI est dotée au sein de l'Organisation ;</p>	<p>Le Secrétaire exécutif assure l'application des décisions de l'Assemblée et du Conseil exécutif et prend les mesures voulues suivant les instructions qui lui sont données dans ces décisions ; à cet effet, notamment :</p> <p>(a) il présente au nom de la Commission au Directeur général et aux organes directeurs de l'UNESCO les décisions adoptées par les organes directeurs de la COI ;</p> <p>(b) en conformité avec l'autonomie fonctionnelle dont la COI est dotée au sein de l'UNESCO, il transmet au Directeur général la résolution adoptée par l'Assemblée de la COI sur le Programme et budget, ainsi qu'un exposé des besoins en personnel correspondants ;</p> <p>(c) il assure, au nom de la Commission, la liaison avec les secteurs, divisions, unités ou sections de l'UNESCO sur les questions d'intérêt commun et principalement sur ce qui touche à la mise en œuvre du programme de travail de la COI ;</p> <p>(d) en sa qualité de sous-directeur général de l'UNESCO, il assure la liaison avec l'Administration de celle-ci afin de veiller au respect du statut d'organe autonome dont la COI est dotée au sein de l'Organisation ;</p>	<p>Le Secrétaire exécutif assure l'application des décisions de l'Assemblée et du Conseil exécutif et prend les mesures voulues suivant les instructions qui lui sont données dans ces décisions ; à cet effet, notamment :</p> <p>(a) il présente au nom de la Commission au Directeur général et aux organes directeurs de l'UNESCO les décisions adoptées par les organes directeurs de la COI ;</p> <p>(b) en conformité avec l'autonomie fonctionnelle dont la COI est dotée au sein de l'UNESCO, il transmet au Directeur général la résolution adoptée par l'Assemblée de la COI sur le Programme et budget, ainsi qu'un exposé des besoins en personnel correspondants ;</p> <p>(c) il assure, au nom de la Commission, la liaison avec les secteurs, divisions, unités ou sections de l'UNESCO sur les questions d'intérêt commun et principalement sur ce qui touche à la mise en œuvre du programme de travail de la COI ;</p> <p>(d) en sa qualité de sous-directeur général de l'UNESCO, il assure la liaison avec l'Administration de celle-ci afin de veiller au respect du statut d'organe autonome dont la COI est dotée au sein de l'Organisation ;</p>

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
<p>(e) il avise des décisions de l'Assemblée et du Conseil exécutif tous les intéressés ;</p> <p>(f) il prépare et distribue les rapports et documents nécessaires, et fournit les renseignements voulus sur les activités, les besoins, le budget, les dépenses et les ressources financières et autres de la Commission ;</p> <p>(g) il prend des mesures pour assurer la coordination nécessaire des diverses activités de la Commission ;</p> <p>(h) il maintient des relations de travail avec les États membres de la Commission et avec les organisations et organismes internationaux qu'intéressent les travaux de la Commission ;</p> <p>(i) il fait le nécessaire pour que la Commission soit représentée comme il convient aux réunions des autres organisations et organismes dont les travaux l'intéressent ;</p> <p>(j) il se consulte avec le président et, à travers lui, avec les vice-présidents si besoin est, sur les progrès accomplis et les résultats obtenus.</p>	<p>(e) il avise des décisions de l'Assemblée et du Conseil exécutif tous les intéressés ;</p> <p>(f) il prépare et distribue les rapports et documents nécessaires, et fournit les renseignements voulus sur les activités, les besoins, le budget, les dépenses et les ressources financières et autres de la Commission ;</p> <p>(g) il prend des mesures pour assurer la coordination nécessaire des diverses activités de la Commission ;</p> <p>(h) il maintient des relations de travail avec les États membres de la Commission et avec les organisations et organismes internationaux qu'intéressent les travaux de la Commission ;</p> <p>(i) il fait le nécessaire pour que la Commission soit représentée comme il convient aux réunions des autres organisations et organismes dont les travaux l'intéressent ;</p> <p>(j) il se consulte avec le président et, à travers lui, avec les vice-présidents si besoin est, sur les progrès accomplis et les résultats obtenus.</p>	<p>(e) il avise des décisions de l'Assemblée et du Conseil exécutif tous les intéressés ;</p> <p>(f) il prépare et distribue les rapports et documents nécessaires, et fournit les renseignements voulus sur les activités, les besoins, le budget, les dépenses et les ressources financières et autres de la Commission ;</p> <p>(g) il prend des mesures pour assurer la coordination nécessaire des diverses activités de la Commission ;</p> <p>(h) il maintient des relations de travail avec les États membres de la Commission et avec les organisations et organismes internationaux qu'intéressent les travaux de la Commission ;</p> <p>(i) il fait le nécessaire pour que la Commission soit représentée comme il convient aux réunions des autres organisations et organismes dont les travaux l'intéressent ;</p> <p>(j) il se consulte avec le président et, à travers lui, avec les vice-présidents si besoin est, sur les progrès accomplis et les résultats obtenus.</p>

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Article 32	Article 15	Article 15
Le Secrétaire exécutif ou son représentant désigné peuvent participer aux travaux des organismes intersecrétariats qui seraient constitués conformément à l'article 11 des Statuts.	Le Secrétaire exécutif ou son représentant désigné peuvent participer aux travaux des organismes intersecrétariats qui seraient constitués conformément à l'article 11 des Statuts.	Le Secrétaire exécutif ou son représentant désigné peuvent participer aux travaux des organes interorganisations qui seraient constitués conformément à l'article 11 des Statuts.
X. Langues	I.5 Langues	I.5 Langues
Article 33	Article 16	Article 16
1. Les langues officielles de la Commission sont l'anglais, l'espagnol, le français et le russe.	1. Les langues officielles de la Commission sont l'anglais, l'espagnol, le français et le russe.	1. Les langues officielles de la Commission sont l'anglais, l'espagnol, le français et le russe.
2. L'anglais, l'espagnol, le français et le russe sont les langues de travail utilisées pour la documentation et l'interprétation aux sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif de la Commission.	2. L'anglais, l'espagnol, le français et le russe sont les langues de travail utilisées pour la documentation et l'interprétation aux sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif de la Commission.	2. L'anglais, l'espagnol, le français et le russe sont les langues de travail utilisées pour la documentation et l'interprétation aux sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif de la Commission.
3. La documentation nécessaire aux travaux de tout organe subsidiaire est fournie dans les langues de travail appropriées, selon les besoins des États membres de la Commission représentés au sein de ces organes, ou des experts qui en sont membres.	3. La documentation nécessaire aux travaux de tout organe subsidiaire est fournie dans les langues de travail appropriées, selon les besoins des États membres de la Commission représentés au sein de ces organes, ou des experts qui en sont membres.	3. La documentation nécessaire aux travaux de tout organe subsidiaire est fournie dans les langues de travail appropriées, selon les besoins des États membres de la Commission représentés au sein de ces organes, ou des experts qui en sont membres.
4. Les services d'interprétation nécessaires au déroulement des travaux des organes subsidiaires sont assurés dans les langues de travail appropriées, selon les besoins des représentants des États membres de la Commission ou des experts participant à ces travaux.	4. Les services d'interprétation nécessaires au déroulement des travaux des organes subsidiaires sont assurés dans les langues de travail appropriées, selon les besoins des représentants des États membres de la Commission ou des experts participant à ces travaux.	4. Les services d'interprétation nécessaires au déroulement des travaux des organes subsidiaires sont assurés dans les langues de travail appropriées, selon les besoins des représentants des États membres de la Commission ou des experts participant à ces travaux.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Article 34	Article 17	Article 17
Tout orateur peut s'exprimer dans une langue autre que les langues de travail normalement utilisées pour une session donnée de l'Assemblée, du Conseil exécutif ou de tout comité, organe subsidiaire ou autre, à condition d'assurer l'interprétation dans l'une des langues de travail de ladite session.	Tout orateur peut s'exprimer dans une langue autre que les langues de travail normalement utilisées pour une session donnée de l'Assemblée, du Conseil exécutif ou de tout comité, organe subsidiaire ou autre, à condition d'assurer l'interprétation dans l'une des langues de travail de ladite session.	Tout orateur peut s'exprimer dans une langue autre que les langues de travail normalement utilisées pour une session donnée de l'Assemblée, du Conseil exécutif ou de tout comité, organe subsidiaire ou autre, à condition d'assurer l'interprétation dans l'une des langues de travail de ladite session.
XI. Séances publiques et séances privées	XI Séances publiques et séances privées	
Article 35	Article 24	Article 24
Les séances de l'Assemblée et du Conseil exécutif sont ouvertes au public sauf décision contraire de l'Assemblée ou du Conseil exécutif.	Les séances de l'Assemblée et du Conseil exécutif sont ouvertes au public sauf décision contraire de l'Assemblée ou du Conseil exécutif.	Les séances de l'Assemblée et du Conseil exécutif sont ouvertes au public sauf décision contraire de l'Assemblée ou du Conseil exécutif.
XII. Participation sans droit de vote	XII Participation sans droit de vote	
Article 36	Article 50	Article 52
1. Les représentants d'États membres de la Commission qui ne sont pas membres du Conseil exécutif ni d'un organe subsidiaire peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions du Conseil exécutif ou d'un organe subsidiaire.	1. Les représentants d'États membres de la Commission qui ne sont pas membres du Conseil exécutif ni d'un organe subsidiaire peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions du Conseil exécutif ou d'un organe subsidiaire.	1. Les représentants d'États membres de la Commission qui ne sont pas membres du Conseil exécutif ni d'un organe subsidiaire peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions du Conseil exécutif ou d'un organe subsidiaire.
2. Les représentants d'organisations intergouvernementales n'appartenant pas au système des Nations Unies et les représentants d'organisations non	<i>[déplacé et inséré dans la section I.10 (« Relations avec les organisations internationales »)]</i>	<i>[déplacé et inséré à l'alinéa 3 de l'article 34 dans la section I.10 (« Relations avec les organisations internationales »)]</i>

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
gouvernementales, invitées conformément à l'article 53, peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions de l'Assemblée et aux sessions appropriées du Conseil exécutif ou de tout organe subsidiaire et peuvent faire des déclarations orales ou écrites sur des questions de leur compétence.		
3. Le président sortant peut, après l'expiration de son mandat, participer ès qualités, sans droit de vote, aux sessions du Conseil exécutif jusqu'à l'élection d'un nouveau président. En ces occasions, l'ancien président ne représente pas l'État membre dont il est ressortissant. Sinon, il peut participer à ces sessions en tant que représentant de l'État membre dont il est ressortissant.	2. Le président sortant peut, après l'expiration de son mandat, participer ès qualités, sans droit de vote, aux sessions du Conseil exécutif jusqu'à l'élection d'un nouveau président. En ces occasions, l'ancien président ne représente pas l'État membre dont il est ressortissant. Sinon, il peut participer à ces sessions en tant que représentant de l'État membre dont il est ressortissant.	2. Le président sortant peut, après l'expiration de son mandat, participer ès qualités, sans droit de vote, aux sessions du Conseil exécutif jusqu'à l'élection d'un nouveau président. En ces occasions, l'ancien président ne représente pas l'État membre dont il est ressortissant. Sinon, il peut participer à ces sessions en tant que représentant de l'État membre dont il est ressortissant.
XIII. Conduite des débats	I.6 Conduite des débats	I.6 Conduite des débats
Article 37	Article 18	Article 18
1. À l'Assemblée, le quorum est constitué par la majorité simple des États membres de la Commission.	1. À l'Assemblée, le quorum est constitué par la majorité simple des États membres de la Commission.	1. À l'Assemblée, le quorum est constitué par la majorité simple des États membres de la Commission.
2. Au Conseil exécutif et dans les organes subsidiaires, le quorum est constitué par la majorité simple de leurs membres respectifs.	2. Au Conseil exécutif et dans les organes subsidiaires, le quorum est constitué par la majorité simple de leurs membres respectifs.	2. Au Conseil exécutif et dans les organes subsidiaires, le quorum est constitué par la majorité simple de leurs membres respectifs.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Article 38	Article 19	Article 19
1. Le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque session, dirige les débats, assure l'observation du présent Règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il se prononce sur les motions d'ordre et, sous réserve du présent Règlement, règle les délibérations de chaque séance et veille au maintien de l'ordre.	1. Le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque session, dirige les débats, assure l'observation du présent Règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il se prononce sur les motions d'ordre et, sous réserve du présent Règlement, règle les délibérations de chaque séance et veille au maintien de l'ordre.	1. Le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque session, dirige les débats, assure l'observation du présent Règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il se prononce sur les motions d'ordre et, sous réserve du présent Règlement, règle les délibérations de chaque séance et veille au maintien de l'ordre.
2. Le Président s'efforce de travailler par consensus.	2. Le Président s'efforce de travailler par consensus.	2. Le Président s'efforce de travailler par consensus.
Article 39	Article 20	Article 20
Le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils ont exprimé le désir de parler.	Le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils ont exprimé le désir de parler.	Le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils ont exprimé le désir de parler.
Article 40	Article 21	Article 21
Au cours de la discussion de toute question, un État membre de la Commission participant à une Assemblée, ou un membre du Conseil exécutif ou d'un organe subsidiaire, selon le cas, peut à tout moment présenter une motion d'ordre sur laquelle le Président statue immédiatement. Il peut faire appel de la décision du Président, laquelle ne peut être rejetée que par la majorité des membres présents et votants. Il ne peut pas, en présentant une motion d'ordre, parler sur le fond de la question en cours d'examen.	Au cours de la discussion de toute question, un État membre de la Commission participant à une Assemblée, ou un membre du Conseil exécutif ou d'un organe subsidiaire, selon le cas, peut à tout moment présenter une motion d'ordre sur laquelle le Président statue immédiatement. Il peut faire appel de la décision du Président, laquelle ne peut être rejetée que par la majorité des membres présents et votants. Il ne peut pas, en présentant une motion d'ordre, parler sur le fond de la question en cours d'examen.	Au cours de la discussion de toute question, un État membre de la Commission participant à une Assemblée, ou un membre du Conseil exécutif ou d'un organe subsidiaire, selon le cas, peut à tout moment présenter une motion d'ordre sur laquelle le Président statue immédiatement. Il peut faire appel de la décision du Président, laquelle ne peut être rejetée que par la majorité des membres présents et votants. Il ne peut pas, en présentant une motion d'ordre, parler sur le fond de la question en cours d'examen.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Article 41	Article 22	Article 22
<p>Sous réserve des dispositions de l'article 40, les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) suspension de la séance ; (b) ajournement de la séance ; (c) ajournement du débat sur la question en discussion ; (d) clôture du débat sur la question en discussion. 	<p>Sous réserve des dispositions de l'article 40 21, les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) suspension de la séance ; (b) ajournement de la séance ; (c) ajournement du débat sur la question en discussion ; (d) clôture du débat sur la question en discussion. 	<p>Sous réserve des dispositions de l'article 21, les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) suspension de la séance ; (b) ajournement de la séance ; (c) ajournement du débat sur la question en discussion ; (d) clôture du débat sur la question en discussion.
Article 42¹	Article 23	Article 23
<p>Les projets de résolution que l'Assemblée ou le Conseil exécutif doivent examiner sont présentés par écrit au Comité des résolutions. Les projets de résolution acceptés sont remis au Secrétaire exécutif pour traduction dans les langues de travail de la Commission. Les propositions d'amendement de ces projets de résolution peuvent être présentées, par écrit ou oralement, au cours du débat.</p>	<p>Les projets de résolution que l'Assemblée ou le Conseil exécutif doivent examiner sont présentés par écrit au Comité des résolutions. Les projets de résolution acceptés sont remis au Secrétaire exécutif pour traduction dans les langues de travail de la Commission. Les propositions d'amendement de ces projets de résolution peuvent être présentées, par écrit ou oralement, au cours du débat. Les projets de résolution sont préparés et examinés conformément aux Directives révisées pour la préparation et l'examen des projets de résolution.</p>	<p>Les projets de résolution que l'Assemblée ou le Conseil exécutif doivent examiner sont présentés par écrit au Comité des résolutions. Les projets de résolution acceptés sont remis au Secrétaire exécutif pour traduction dans les langues de travail de la Commission. Les propositions d'amendement de ces projets de résolution peuvent être présentées, par écrit ou oralement, au cours du débat. Les projets de résolution sont préparés et examinés conformément aux Directives révisées pour la préparation et l'examen des projets de résolution.</p>

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
<p>¹ Bien qu'elle ait approuvé le nouveau Règlement intérieur, l'Assemblée a également demandé à sa vingt et unième session que la révision de l'article 42 soit poursuivie, ce qui est actuellement en cours.</p>	<p>¹ Bien qu'elle ait approuvé le nouveau Règlement intérieur, l'Assemblée a également demandé à sa vingt et unième session que la révision de l'article 42 soit poursuivie, ce qui est actuellement en cours. * IOC/INF-1315, 12 mars 2014.</p>	
XIV. Vote	1.7 Vote	1.7 Vote
Article 43	Article 25	Article 25
<p>1. Sauf s'il en est disposé autrement dans le présent Règlement ou si l'Assemblée décide que la majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour une question particulière, les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents et votants.</p>	<p>1. Sauf s'il en est disposé autrement dans le présent Règlement ou si l'Assemblée ou le Conseil exécutif décide que la majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour une question particulière, les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents et votants.</p>	<p>1. Sauf s'il en est disposé autrement dans le présent Règlement ou si l'Assemblée ou le Conseil exécutif décide que la majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour une question particulière, les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents et votants.</p>
<p>2. Les décisions portant sur le point de savoir si, pour une question particulière non spécifiée dans le présent Règlement, la majorité des deux tiers des membres présents et votants à l'Assemblée ou au Conseil exécutif est requise sont prises à la majorité simple des membres présents et votants.</p>	<p>2. Les décisions portant sur le point de savoir si, pour une question particulière non spécifiée dans le présent Règlement, la majorité des deux tiers des membres présents et votants à l'Assemblée ou au Conseil exécutif est requise sont prises à la majorité simple des membres présents et votants.</p>	<p>2. Les décisions portant sur le point de savoir si, pour une question particulière non spécifiée dans le présent Règlement, la majorité des deux tiers des membres présents et votants à l'Assemblée ou au Conseil exécutif est requise sont prises à la majorité simple des membres présents et votants.</p>
Article 44	Article 26	Article 26
<p>Aux fins du présent Règlement, l'expression « les membres présents et votants » s'entend des membres votant pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent sont considérés comme non-votants.</p>	<p>Aux fins du présent Règlement, l'expression « les membres présents et votants » s'entend des membres votant pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent sont considérés comme non-votants.</p>	<p>Aux fins du présent Règlement, l'expression « les membres présents et votants » s'entend des membres votant pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent sont considérés comme non-votants.</p>

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Article 45	Article 27	Article 27
Les votes ont lieu normalement à main levée, mais tout membre peut demander un vote par appel nominal. Le vote ou l'abstention de chaque membre prenant part à un vote par appel nominal sont consignés au procès-verbal.	Les votes ont lieu normalement à main levée, mais tout membre peut demander un vote par appel nominal. Le vote ou l'abstention de chaque membre prenant part à un vote par appel nominal sont consignés au procès-verbal.	Les votes ont lieu normalement à main levée, mais tout membre peut demander un vote par appel nominal. Le vote ou l'abstention de chaque membre prenant part à un vote par appel nominal sont consignés au procès-verbal.
Article 46	Article 28	Article 28
1. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si plusieurs amendements à une proposition sont en présence, il est d'abord procédé au vote sur celui qui s'éloigne le plus de cette proposition, puis sur celui qui vient immédiatement après dans l'ordre d'éloignement, etc., jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition modifiée. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est mise aux voix sous sa forme initiale.	1. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si plusieurs amendements à une proposition sont en présence, il est d'abord procédé au vote sur celui qui s'éloigne le plus de cette proposition, puis sur celui qui vient immédiatement après dans l'ordre d'éloignement, etc., jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition modifiée. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est mise aux voix sous sa forme initiale.	1. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si plusieurs amendements à une proposition sont en présence, il est d'abord procédé au vote sur celui qui s'éloigne le plus de cette proposition, puis sur celui qui vient immédiatement après dans l'ordre d'éloignement, etc., jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition modifiée. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est mise aux voix sous sa forme initiale.
2. Une proposition est considérée comme un amendement à une autre proposition si elle comporte simplement une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition.	2. Une proposition est considérée comme un amendement à une autre proposition si elle comporte simplement une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition.	2. Une proposition est considérée comme un amendement à une autre proposition si elle comporte simplement une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Article 47	Article 29	Article 29
En cas de partage égal des voix lors d'un vote ne portant pas sur une élection, la proposition est considérée comme rejetée.	En cas de partage égal des voix lors d'un vote ne portant pas sur une élection, la proposition est considérée comme rejetée.	En cas de partage égal des voix lors d'un vote ne portant pas sur une élection, la proposition est considérée comme rejetée.
XV. Rapports	I.8 Rapports	I.8 Rapports
Article 48	Article 30	Article 30
1. Un projet de rapport succinct sur une session de l'Assemblée ou du Conseil exécutif est soumis par le Secrétaire exécutif dans les langues de travail de la Commission, avant la clôture de la session, et approuvé. Si une partie de ce projet de rapport succinct n'a pas été approuvée pendant la session, elle doit l'être aussitôt que possible par correspondance.	1. Un projet de rapport succinct sur une session de l'Assemblée ou du Conseil exécutif est soumis par le Secrétaire exécutif dans les langues de travail de la Commission, avant la clôture de la session, et approuvé. Si une partie de ce projet de rapport succinct n'a pas été approuvée pendant la session, elle doit l'être aussitôt que possible par correspondance.	1. Un projet de rapport succinct sur une session de l'Assemblée ou du Conseil exécutif est soumis par le Secrétaire exécutif dans les langues de travail de la Commission, avant la clôture de la session, et approuvé. Si une partie de ce projet de rapport succinct n'a pas été approuvée pendant la session, elle doit l'être aussitôt que possible par correspondance.
2. Le rapport succinct approuvé sur une session de l'Assemblée ou du Conseil exécutif est établi sous sa forme définitive par le Secrétariat dans les langues de travail de la Commission, compte tenu de toutes les observations reçues concernant le projet.	2. Le rapport succinct approuvé sur une session de l'Assemblée ou du Conseil exécutif est établi sous sa forme définitive par le Secrétariat dans les langues de travail de la Commission, compte tenu de toutes les observations reçues concernant le projet.	2. Le rapport succinct approuvé sur une session de l'Assemblée ou du Conseil exécutif est établi sous sa forme définitive par le Secrétariat dans les langues de travail de la Commission, compte tenu de toutes les observations reçues concernant le projet.
3. Chaque organe principal subsidiaire ou autre organe auquel les organes directeurs de la COI le demandent soumet à l'Assemblée, à sa session ordinaire suivante, un rapport bref et concis sur les travaux qu'il a effectués depuis le rapport précédent ; ce rapport contient les éléments suivants :	3. Chaque organe principal subsidiaire ou autre organe auquel les organes directeurs de la COI le demandent soumet à l'Assemblée, à sa session ordinaire suivante, un rapport bref et concis sur les travaux qu'il a effectués depuis le rapport précédent ; ce rapport contient les éléments suivants :	3. Chaque organe principal subsidiaire ou autre organe auquel les organes directeurs de la COI le demandent soumet à l'Assemblée, à sa session ordinaire suivante, un rapport bref et concis sur les travaux qu'il a effectués depuis le rapport précédent ; ce rapport contient les éléments suivants : élection du bureau ;

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
élection du bureau ; résolutions ; incidences financières ; liste des projets de recommandations ; principales réalisations et problèmes rencontrés depuis la dernière session ; liste des participants et annexes, si nécessaires.	élection du bureau ; résolutions décisions ; incidences financières ; liste des projets de recommandations ; principales réalisations et problèmes rencontrés depuis la dernière session ; liste des participants et annexes, si nécessaires.	décisions ; incidences financières ; liste des recommandations ; principales réalisations et problèmes rencontrés depuis la dernière session ; liste des participants et annexes, si nécessaires.
Article 49	Article 31	Article 31
1. Le Secrétaire exécutif présente à chacune des sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif un rapport sur les travaux effectués depuis la session précédente.	4. Le Secrétaire exécutif présente à chacune des sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif un rapport sur les travaux effectués depuis la session précédente.	Le Secrétaire exécutif présente à chacune des sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif un rapport sur les travaux effectués depuis la session précédente.
	II.4 Rapports	II.4 Rapports
	Article 48	Article 50
2. L'Assemblée présente à la Conférence générale de l'UNESCO un rapport succinct sur l'activité de la Commission, ainsi que d'autres rapports si besoin est.	2. L'Assemblée présente à la Conférence générale de l'UNESCO un rapport succinct sur l'activité de la Commission, ainsi que d'autres rapports si besoin est.	L'Assemblée présente à la Conférence générale de l'UNESCO un rapport succinct sur l'activité de la Commission, ainsi que d'autres rapports si besoin est.
XVI. Représentation de la Commission	I.9 Représentation de la Commission	I.9 Représentation de la Commission
Article 50	Article 32	Article 32
Toute personne chargée de représenter la Commission auprès d'une autorité extérieure agit uniquement en cette qualité, et non comme délégué de l'État dont elle est ressortissante.	Toute personne chargée de représenter la Commission auprès d'une autorité extérieure agit uniquement en cette qualité, et non comme délégué de l'État dont elle est ressortissante.	Toute personne chargée de représenter la Commission auprès d'une autorité extérieure agit uniquement en cette qualité, et non comme délégué de l'État dont elle est ressortissante.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
Article 51	Article 33	Article 33
1. Le Président, un vice-président désigné ou le Secrétaire exécutif, représente la Commission auprès de tout organe interinstitutions créé par les organisations du système des Nations Unies ou par d'autres organisations mentionnées à l'article 2.2 des Statuts de la Commission, et qui s'intéresse exclusivement ou partiellement au soutien de la Commission et à son programme, à ses ressources et à ses activités, ou qui se préoccupe de développer les aspects communs des travaux de la Commission et de ces organisations.	1. Le Président, un vice-président désigné ou le Secrétaire exécutif, représente la Commission auprès de tout organe interinstitutions créé par les organisations du système des Nations Unies ou par d'autres organisations mentionnées à l'article 2.2 des Statuts de la Commission, et qui s'intéresse exclusivement ou partiellement au soutien de la Commission et à son programme, à ses ressources et à ses activités, ou qui se préoccupe de développer les aspects communs des travaux de la Commission et de ces organisations.	1. Le Président, un vice-président désigné ou le Secrétaire exécutif, représente la Commission auprès de tout organe interinstitutions créé par les organisations du système des Nations Unies ou par d'autres organisations mentionnées à l'article 2.2 des Statuts de la Commission, et qui s'intéresse exclusivement ou partiellement au soutien de la Commission et à son programme, à ses ressources et à ses activités, ou qui se préoccupe de développer les aspects communs des travaux de la Commission et de ces organisations.
2. Le Président ou le vice-président désigné fait rapport à l'Assemblée ou au Conseil exécutif de la Commission sur sa participation à ces réunions.	2. Le Président ou le vice-président désigné fait rapport à l'Assemblée ou au Conseil exécutif de la Commission sur sa participation à ces réunions.	2. Le Président ou le vice-président désigné fait rapport à l'Assemblée ou au Conseil exécutif de la Commission sur sa participation à ces réunions.
3. The Secrétaire exécutif de la Commission représente celle-ci aux réunions de l'ONU et des organisations du système des Nations Unies ainsi qu'aux réunions portant exclusivement ou partiellement sur les fonctions énoncées dans la partie IX du présent Règlement intérieur.	3. Le Secrétaire exécutif de la Commission représente celle-ci aux réunions de l'ONU et des organisations du système des Nations Unies ainsi qu'aux réunions portant exclusivement ou partiellement sur les fonctions énoncées dans la partie IX I.4 (Secrétariat) du présent Règlement intérieur.	3. Le Secrétaire exécutif de la Commission représente celle-ci aux réunions de l'ONU et des organisations du système des Nations Unies ainsi qu'aux réunions portant exclusivement ou partiellement sur les fonctions énoncées dans la partie I.4 (Secrétariat) du présent Règlement intérieur.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
XVII. Relations avec les organisations internationales	I.10 Relations avec les organisations internationales	I.10 Relations avec les organisations internationales
Article 52	Article 34	Article 34
<p>1. Les organisations intergouvernementales n'appartenant pas au système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales des catégories ci-après et les organes consultatifs auprès de la Commission peuvent être invités par le Secrétaire exécutif, conformément aux décisions de l'Assemblée ou du Conseil exécutif, à participer aux travaux de la Commission ou, selon le cas, aux sessions de l'Assemblée, du Conseil exécutif ou d'organes subsidiaires principaux ou secondaires :</p> <p>(a) organisations intergouvernementales s'occupant activement de questions relatives aux sciences de la mer ou s'y intéressant, dont la collaboration peut favoriser l'avancement des travaux et la réalisation des objectifs de la Commission et dont les membres sont des États membres d'une organisation du système des Nations Unies ;</p> <p>(b) organisations non gouvernementales s'occupant activement des questions relatives aux sciences de la mer ou s'y intéressant, dont la collaboration peut contribuer à l'avancement des travaux et à la réalisation des objectifs de la Commission.</p>	<p>1. Les organisations intergouvernementales n'appartenant pas au système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales des catégories ci-après et les organes consultatifs auprès de la Commission peuvent être invités par le Secrétaire exécutif, conformément aux décisions de l'Assemblée ou du Conseil exécutif, à participer aux travaux de la Commission ou, selon le cas, aux sessions de l'Assemblée, du Conseil exécutif ou d'organes subsidiaires principaux ou secondaires :</p> <p>(a) organisations intergouvernementales s'occupant activement de questions relatives aux sciences de la mer ou s'y intéressant, dont la collaboration peut favoriser l'avancement des travaux et la réalisation des objectifs de la Commission et dont les membres sont des États membres d'une organisation du système des Nations Unies ;</p> <p>(b) organisations non gouvernementales s'occupant activement des questions relatives aux sciences de la mer ou s'y intéressant, dont la collaboration peut contribuer à l'avancement des travaux et à la réalisation des objectifs de la Commission.</p>	<p>1. Les organisations intergouvernementales n'appartenant pas au système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales des catégories ci-après et les organes consultatifs auprès de la Commission peuvent être invités par le Secrétaire exécutif, conformément aux décisions de l'Assemblée ou du Conseil exécutif, à participer aux travaux de la Commission ou, selon le cas, aux sessions de l'Assemblée, du Conseil exécutif ou d'organes subsidiaires principaux ou secondaires :</p> <p>(a) organisations intergouvernementales s'occupant activement de questions relatives aux sciences de la mer ou s'y intéressant, dont la collaboration peut favoriser l'avancement des travaux et la réalisation des objectifs de la Commission et dont les membres sont des États membres d'une organisation du système des Nations Unies ;</p> <p>(b) organisations non gouvernementales s'occupant activement des questions relatives aux sciences de la mer ou s'y intéressant, dont la collaboration peut contribuer à l'avancement des travaux et à la réalisation des objectifs de la Commission.</p>

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
2. Conformément aux décisions de l'Assemblée, le Conseil exécutif peut autoriser le Président ou le Secrétaire exécutif à établir, au nom de la Commission, des relations de travail effectives avec les organisations remplissant les conditions énoncées au paragraphe 1 du présent article.	2. Conformément aux décisions de l'Assemblée, le Conseil exécutif peut autoriser le Président ou le Secrétaire exécutif à établir, au nom de la Commission, des relations de travail effectives avec les organisations remplissant les conditions énoncées au paragraphe 1 du présent article.	2. Conformément aux décisions de l'Assemblée, le Conseil exécutif peut autoriser le Président ou le Secrétaire exécutif à établir, au nom de la Commission, des relations de travail effectives avec les organisations remplissant les conditions énoncées au paragraphe 1 du présent article.
	<p>3. Les représentants d'organisations intergouvernementales n'appartenant pas au système des Nations Unies et les représentants d'organisations non gouvernementales, invitées conformément à l'article 53, peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions de l'Assemblée et aux sessions appropriées du Conseil exécutif ou de tout organe subsidiaire et peuvent faire des déclarations orales ou écrites sur des questions de leur compétence.</p> <p><i>[Ancien article 36.2 déplacé de la partie XII (Participation sans droit de vote)]</i></p>	3. Les représentants d'organisations intergouvernementales n'appartenant pas au système des Nations Unies et les représentants d'organisations non gouvernementales peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions de l'Assemblée et aux sessions appropriées du Conseil exécutif ou de tout organe subsidiaire et peuvent faire des déclarations orales ou écrites sur des questions de leur compétence.
XVIII. Financement	I.11 Financement	I.11 Financement
Article 53	Article 35	Article 35
1. L'Assemblée ou le Conseil exécutif peut accepter ou rejeter toute offre de contribution volontaire destinée au Compte spécial de la Commission et à l'emploi de laquelle le donateur a fixé des conditions restrictives ou un objectif précis.	1. L'Assemblée ou le Conseil exécutif peut accepter ou rejeter toute offre de contribution volontaire destinée au Compte spécial de la Commission et à l'emploi de laquelle le donateur a fixé des conditions restrictives ou un objectif précis.	1. L'Assemblée ou le Conseil exécutif peut accepter ou rejeter toute offre de contribution volontaire destinée au Compte spécial de la Commission et à l'emploi de laquelle le donateur a fixé des conditions restrictives ou un objectif précis.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
2. L'affectation, à des programmes de la Commission, de sommes provenant de contributions volontaires et du budget ordinaire est effectuée conformément aux décisions de l'Assemblée.	2. L'affectation, à des programmes de la Commission, de sommes provenant de contributions volontaires et du budget ordinaire est effectuée conformément aux décisions de l'Assemblée.	2. L'affectation, à des programmes de la Commission, de sommes provenant de contributions volontaires et du budget ordinaire est effectuée conformément aux décisions de l'Assemblée.
3. Les fonds ainsi alloués sont dépensés sous l'autorité du Secrétaire exécutif.	3. Les fonds ainsi alloués sont dépensés sous l'autorité du Secrétaire exécutif.	3. Les fonds ainsi alloués sont dépensés sous l'autorité du Secrétaire exécutif.
XIX. Recommandations tendant à amender les Statuts	I.12 Recommandations tendant à amender les Statuts	I.12 Recommandations tendant à amender les Statuts
Article 54	Article 36	Article 36
1. Tout État membre de la Commission peut adresser au Secrétaire exécutif une proposition tendant à amender les Statuts de la Commission huit mois au moins avant la session de l'Assemblée au cours de laquelle elle doit être examinée. Dès réception, le Secrétaire exécutif communique cette proposition à tous les États membres et aux organisations visées à l'article 2.2 des Statuts.	1. Tout État membre de la Commission peut adresser au Secrétaire exécutif une proposition tendant à amender les Statuts de la Commission huit mois au moins avant la session de l'Assemblée au cours de laquelle elle doit être examinée. Dès réception, le Secrétaire exécutif communique cette proposition à tous les États membres et aux organisations visées à l'article 2.2 des Statuts.	1. Tout État membre de la Commission peut adresser au Secrétaire exécutif une proposition tendant à amender les Statuts de la Commission huit mois au moins avant la session de l'Assemblée au cours de laquelle elle doit être examinée. Dès réception, le Secrétaire exécutif communique cette proposition à tous les États membres et aux organisations visées à l'article 2.2 des Statuts.
2. Le Conseil exécutif examine toute proposition d'amendement et fait rapport à son sujet à l'Assemblée en recommandant de l'adopter, de la rejeter ou de la modifier. La recommandation du Conseil exécutif est diffusée au moins trois mois avant la session de l'Assemblée.	2. Le Conseil exécutif examine toute proposition d'amendement et fait rapport à son sujet à l'Assemblée en recommandant de l'adopter, de la rejeter ou de la modifier. La recommandation du Conseil exécutif est diffusée au moins trois mois avant la session de l'Assemblée.	2. Le Conseil exécutif examine toute proposition d'amendement et fait rapport à son sujet à l'Assemblée en recommandant de l'adopter, de la rejeter ou de la modifier. La recommandation du Conseil exécutif est diffusée au moins trois mois avant la session de l'Assemblée.

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
3. La majorité de tous les États membres de la Commission est requise pour l'adoption d'une recommandation tendant à amender les Statuts de la Commission.	3. La majorité de tous les États membres de la Commission est requise pour l'adoption d'une recommandation tendant à amender les Statuts de la Commission.	3. La majorité de tous les États membres de la Commission est requise pour l'adoption d'une recommandation tendant à amender les Statuts de la Commission.
XX. Règlement intérieur : amendements et suspension	IV. RÈGLEMENT INTÉRIEUR : AMENDEMENTS ET SUSPENSION	IV. RÈGLEMENT INTÉRIEUR : AMENDEMENTS ET SUSPENSION
	IV.1 Amendements	IV.1 Amendements
Article 55	Article <u>56</u>	Article <u>57</u>
Le présent Règlement ne peut être modifié que par décision de l'Assemblée, adoptée à la majorité de tous les États membres de la Commission présents et votants.	1. Sans préjudice des paragraphes 2 et 3 ci-dessous, le présent Règlement ne peut être modifié que par décision de l'Assemblée, adoptée à la majorité de tous les États membres de la Commission présents et votants.	1. Sans préjudice des paragraphes 2 et 3 ci-dessous, le présent Règlement ne peut être modifié que par décision de l'Assemblée, adoptée à la majorité de tous les États membres de la Commission présents et votants.
	2. Les articles de la partie III (Le Conseil exécutif) du présent Règlement ne peuvent être modifiés que par décision de l'Assemblée conformément au paragraphe 1, sur proposition du Conseil exécutif adoptée à la majorité des membres du Conseil présents et votants.	2. Les articles de la partie III (Le Conseil exécutif) du présent Règlement ne peuvent être modifiés que par décision de l'Assemblée conformément au paragraphe 1, sur proposition du Conseil exécutif adoptée à la majorité des membres du Conseil présents et votants.
	3. L'un quelconque des autres articles traitant de l'organisation, du fonctionnement et des compétences du Conseil exécutif, ne peut être modifié que par décision de l'Assemblée conformément au paragraphe 1, sur proposition du Conseil exécutif adoptée à la majorité des membres du Conseil	3. L'un quelconque des autres articles traitant de l'organisation, du fonctionnement et des compétences du Conseil exécutif, ne peut être modifié que par décision de l'Assemblée conformément au paragraphe 1, sur proposition du Conseil exécutif adoptée à la majorité des membres du Conseil présents et votants, dès

Règlement intérieur de la COI en vigueur (IOC/INF-1166, 2001)	Première proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (réf. IOC/EC-55/5.1.DOC(1) , juin 2022)	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI
	présents et votants, dès lors que les dispositions concernées se rapportent au Conseil exécutif.	lors que les dispositions concernées se rapportent au Conseil exécutif.
	IV.2 Suspension	IV.2 Suspension
Article 56	Article <u>57</u>	Article 58
L'application de l'un quelconque des articles du présent Règlement ne peut être suspendue que par décision de l'Assemblée, adoptée à la majorité de tous les États membres de la Commission présents et votants.	1. Sans préjudice des paragraphes 2 et 3 ci-dessous, l'application de l'un quelconque des articles du présent Règlement ne peut être suspendue que par décision de l'Assemblée, adoptée à la majorité de tous les États membres de la Commission présents et votants.	1. Sans préjudice des paragraphes 2 et 3 ci-dessous, l'application de l'un quelconque des articles du présent Règlement ne peut être suspendue que par décision de l'Assemblée, adoptée à la majorité de tous les États membres de la Commission présents et votants.
	2. L'application de l'un quelconque des articles de la partie III (Le Conseil exécutif) du présent Règlement ne peut être suspendue que par décision du Conseil exécutif, adoptée à la majorité de tous les États membres du Conseil présents et votants.	2. L'application de l'un quelconque des articles de la partie III (Le Conseil exécutif) du présent Règlement ne peut être suspendue que par décision du Conseil exécutif, adoptée à la majorité de tous les États membres du Conseil présents et votants.
	3. L'application de l'un quelconque des autres articles du présent Règlement traitant de l'organisation, du fonctionnement et des compétences du Conseil exécutif, ne peut être suspendue que par décision du Conseil exécutif adoptée à la majorité des membres du Conseil présents et votants, dès lors que les dispositions concernées se rapportent au Conseil exécutif.	3. L'application de l'un quelconque des autres articles du présent Règlement traitant de l'organisation, du fonctionnement et des compétences du Conseil exécutif, ne peut être suspendue que par décision du Conseil exécutif adoptée à la majorité des membres du Conseil présents et votants, dès lors que les dispositions concernées se rapportent au Conseil exécutif.

Partie 2

Appendice IV : Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne

I. Recommandations d'ordre général

- (i) L'Assemblée de la COI, le Conseil exécutif et leurs organes subsidiaires ne tiennent des sessions en ligne que dans les cas d'urgence ou dans des circonstances exceptionnelles rendant impossibles les réunions « en personne ».
- (ii) Le Règlement intérieur s'applique aux sessions en ligne.
- (iii) Il convient d'assurer la participation et l'utilisation de plates-formes en ligne accessibles à tous les membres du Conseil, aux représentants des Nations Unies, aux observateurs d'États membres ou non membres et aux observateurs d'organisations intergouvernementales ou internationales non gouvernementales sur un pied d'égalité, conformément au Règlement intérieur, tout en garantissant la sécurité desdites plates-formes.
- (iv) Compte tenu des contraintes d'ordre pratique et technologique que suppose la tenue d'une session en ligne, l'ordre du jour et le calendrier des travaux doivent être adoptés en tenant compte de la nécessité de tirer parti au mieux du temps pour prendre des décisions de qualité.
- (v) Des efforts doivent être faits pour examiner sans débat autant de points de l'ordre du jour que possible.
- (vi) La plate-forme en ligne employée pour les sessions en ligne doit être sûre, sécurisée et facile à utiliser. Le Secrétariat doit tout mettre en œuvre pour assurer la confidentialité des séances privées.
- (vii) Compte tenu des différents fuseaux horaires, il convient de faciliter la pleine participation de tous, conformément au Règlement intérieur.
- (viii) Étant donné que les moyens technologiques dont dispose actuellement le Secrétariat ne permettent pas de procéder à un vote au scrutin secret en ligne, l'organe concerné pourrait décider de modalités pratiques pour la tenue du scrutin.
- (ix) Conformément à la pratique actuelle, tout doit être fait, dans la mesure du possible, pour adopter les décisions par consensus lors des sessions en ligne.
- (x) Étant donné que la négociation d'un texte durant une session en ligne peut s'avérer particulièrement longue et compliquée en raison des contraintes techniques, les États membres peuvent envisager de convoquer, s'il y a lieu, des réunions et des négociations informelles sur les projets de décision et d'amendements préalablement à la session. Afin de mieux préparer les débats formels qui auront lieu durant la session, le Secrétariat est également encouragé à organiser des réunions d'information en ligne ainsi que des consultations à participation non limitée sur les points pertinents de l'ordre du jour.
- (xi) Il est de la plus haute importance que le Secrétariat mette à disposition suffisamment de personnel pour assurer le suivi des questions et demandes communiquées via l'outil approprié ou d'autres fonctions de la plate-forme en ligne.

II. Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne

Titres	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (2023)	Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne
<p>Périodicité réglementaire des sessions des organes directeurs et des organes subsidiaires principaux</p>	<p>Article 12 Le Secrétaire exécutif prend les dispositions nécessaires pour la convocation de toutes les sessions de l'Assemblée, du Conseil exécutif et des organes subsidiaires principaux et secondaires de la Commission et en assure les services de secrétariat. Il veille en outre à ce que des arrangements appropriés soient conclus pour réunir les organes créés ou convoqués par la Commission conjointement avec d'autres organisations et en assurer les services de secrétariat. Le Secrétaire exécutif, ou son représentant désigné, exerce les fonctions de secrétaire à chaque session de l'Assemblée, du Conseil exécutif et des organes subsidiaires de la Commission, et participe de façon appropriée aux travaux de tout organe créé ou convoqué conjointement avec d'autres organisations.</p>	<p>Conformément aux Statuts et au Règlement intérieur de la COI, l'Assemblée se réunit en session ordinaire tous les deux ans (art. 6C) et le Conseil exécutif tient deux sessions ordinaires entre deux sessions ordinaires de l'Assemblée.</p> <p>Afin de respecter la périodicité de leurs sessions, les organes directeurs, dans les cas d'urgence ou dans des circonstances exceptionnelles rendant impossibles les réunions « en personne », organisent leurs sessions en ligne.</p> <p>Le Secrétaire exécutif prend les dispositions nécessaires pour la convocation de toutes les sessions de l'Assemblée, du Conseil exécutif et des organes subsidiaires principaux et secondaires de la Commission et en assure les services de secrétariat. Il veille en outre à ce que des arrangements appropriés soient conclus pour réunir les organes créés ou convoqués par la Commission conjointement avec d'autres organisations et en assurer les services de secrétariat. Dans les cas d'urgence ou dans des circonstances exceptionnelles rendant impossibles les réunions « en personne », le Secrétaire exécutif, agissant sur décision de l'organe concerné, assurera le Secrétariat des sessions en ligne. Le Secrétaire exécutif, ou son représentant désigné, exerce les fonctions de secrétaire à chaque session de l'Assemblée, du Conseil exécutif et des organes subsidiaires de la Commission, et participe de façon appropriée aux travaux de tout organe créé ou convoqué conjointement avec d'autres organisations.</p>
<p>Processus de consultation sur la tenue de sessions en ligne</p>	<p>Article 37 1. L'Assemblée, le Conseil exécutif et leurs organes subsidiaires ne peuvent tenir des sessions en ligne que dans les cas d'urgence ou dans des</p>	<p>La consultation des États membres par le Président, au moyen d'une lettre circulaire, sur la proposition d'organiser une session en ligne, doit clairement indiquer le cas d'urgence ou les circonstances exceptionnelles qui rendent impossible la tenue</p>

Titres	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (2023)	Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne
	<p>circonstances exceptionnelles rendant impossibles la tenue de sessions « en présentiel ». Les sessions en ligne se tiennent conformément aux « Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne » qui figurent à l'Appendice IV du présent Règlement intérieur.</p> <p>2. Lors d'une session ordinaire ou extraordinaire, l'Assemblée, le Conseil exécutif et leurs organes subsidiaires peuvent décider de tenir une session en ligne à la majorité simple des membres présents et votants.</p> <p>3. Si l'approbation de l'Assemblée, du Conseil exécutif ou de l'un de leurs organes subsidiaires en vue de tenir une session en ligne est requise dans l'intervalle de leurs sessions, le président de l'organe concerné, en consultation avec le bureau de l'organe concerné et en accord avec le Secrétaire exécutif, consulte les États membres par correspondance. L'Assemblée ou le Conseil exécutif ou l'un de leurs organes subsidiaires tient une session en ligne à moins qu'un tiers des membres de l'organe concerné ne rejettent la proposition.</p> <p>Article 38 En conformité avec les instructions du Conseil exécutif ou de l'Assemblée, le Président ou le Secrétaire exécutif peuvent, avant de prendre une décision, consulter par correspondance les États membres de la Commission sur des questions de fond et fixer un délai de réponse raisonnable.</p>	<p>d'une session en personne. Le Président peut, dans le même temps, fournir des informations préliminaires sur les dates envisagées pour la session en ligne, le projet d'ordre du jour provisoire et le calendrier provisoire des travaux ; la plate-forme de réunion en ligne utilisée ; et les dispositions spéciales notamment proposées pour les élections, le cas échéant.</p> <p>Le Président peut convoquer une réunion du Bureau en ligne.</p>

Titres	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (2023)	Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne
Ordre du jour et calendrier provisoires	<p>Article 43 Les dates d'ouverture et de clôture d'une session ordinaire sont fixées par le Secrétaire exécutif selon les indications du Conseil exécutif et compte tenu de la préférence que l'Assemblée pourrait avoir exprimée antérieurement. Les dates d'ouverture et de clôture d'une session extraordinaire sont fixées par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Bureau de la Commission.</p> <hr/> <p>Article 45</p> <p>1. L'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire de l'Assemblée générale se compose de questions qui appellent une décision de sa part et comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) une déclaration du Président sur la situation de la COI ; (b) un rapport du Secrétaire exécutif sur la mise en œuvre du programme ; (c) un rapport du Secrétaire exécutif sur le programme et budget pour l'exercice biennal suivant ; (d) les questions que l'Assemblée a elle-même décidé d'inscrire à l'ordre du jour ; (e) les questions proposées par tout État membre de la Commission ; (f) les questions proposées par le Conseil exécutif ; (g) les questions proposées par le Secrétaire exécutif de la Commission ; (h) les questions proposées par le chef du secrétariat d'une organisation du système des 	<p>L'application des articles relatifs à l'ordre du jour et à la durée d'une session pourrait être assurée par l'adoption de modalités pratiques, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compte tenu de la complexité que représente la participation à ces réunions d'États membres situés dans des fuseaux horaires différents, la durée des séances devrait être limitée à trois heures par jour au maximum. - Soumission d'un ordre du jour et d'un calendrier simplifiés, compte tenu du temps limité disponible et de l'ordre de priorité des points de l'ordre du jour. - Examen sans débat du plus grand nombre possible de points de l'ordre du jour. - Possibilité de report de certains points pour décision par le biais d'un processus par correspondance ou lors de futures sessions en présentiel.

Titres	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (2023)	Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne
	<p>Nations Unies au nom de cette organisation, en particulier par les chefs de secrétariat des organisations visées à l'article 2.2 des Statuts ;</p> <p>(i) les questions proposées par d'autres organisations invitées à participer aux travaux de la Commission ;</p> <p>(j) un examen des rapports et de la composition de ses organes subsidiaires comme prévu aux articles 7, 31 et 50.</p> <p>2. L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire ne comprend que les questions pour l'examen desquelles la session extraordinaire a été convoquée.</p> <p>3. Le Secrétaire exécutif prépare l'ordre du jour provisoire d'une session de l'Assemblée en se conformant aux décisions du Conseil exécutif.</p> <p>4. L'ordre du jour provisoire d'une session est diffusé en même temps que l'avis de la date et du lieu de la session.</p>	
Langues	<p>Article 16</p> <p>1. Les langues officielles de la Commission sont l'anglais, l'espagnol, le français et le russe. [...]</p> <p>5. Les services d'interprétation nécessaires au déroulement des travaux des organes subsidiaires sont assurés dans les langues de travail appropriées, selon les besoins des représentants des États membres de la Commission ou des experts participant à ces travaux.</p>	<p>La plate-forme de réunion en ligne assure l'interprétation dans les langues officielles de la Commission, l'organisation de sous-groupes et l'établissement de comités pour la durée de la session, et veille à ce que les séances soient ouvertes au public, sauf décision contraire.</p>

Titres	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (2023)	Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne
Comités établis pour la durée de la session, réunions parallèles	<p>Article 49</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Au cours d'une session, l'Assemblée constitue les comités et autres organes subsidiaires nécessaires à la conduite de ses travaux. 2. Les comités de l'Assemblée comprennent un Comité des candidatures et un Comité des résolutions, sur proposition du Conseil exécutif en application de l'article 53.2, et un Comité financier. 3. L'Assemblée constitue un Comité financier qui est ouvert à tous les États membres de la Commission. 	<p>La pleine application de ces articles peut être assurée par la tenue de l'ensemble des réunions des comités et des groupes de travail établis pour la durée de la session sous la forme d'événements en ligne distincts. Il appartient au Secrétariat d'éviter que les réunions se chevauchent.</p> <p>Les moyens technologiques disponibles permettront la tenue de séances privées durant une session en ligne.</p>
Publicité des débats	<p>Article 24</p> <p>Les séances de l'Assemblée et du Conseil exécutif sont ouvertes au public sauf décision contraire de l'Assemblée ou du Conseil exécutif.</p>	<p>L'application de cet article est assurée par la mise en place d'un Webcast permettant au public de visionner les séances sans y prendre part.</p>
Membres présents et votants	<p>Article 26</p> <p>Aux fins du présent Règlement, l'expression « les membres présents et votants » s'entend des membres votant pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent sont considérés comme non-votants.</p>	<p>L'expression « membres présents » s'entend des États membres qui participent effectivement à la séance en ligne et qui sont officiellement enregistrés par le Secrétariat après notification formelle avant la session.</p>
Désignation des membres	<p>Article 39</p> <p>Chaque État membre de la Commission communique au Secrétaire exécutif de la Commission les noms des représentants, suppléants et conseillers qu'il a désignés pour chaque session de l'Assemblée.</p>	<p>En outre, le Secrétariat informe les États membres et les participants de la convention de dénomination adoptée pour la séance afin d'identifier rapidement l'entité représentée ainsi que le rôle et le statut de chaque participant sur la plate-forme de réunion en ligne (chef de délégation, délégué, expert, observateur, État membre observateur, orateur, membre du Bureau, membre du Secrétariat, etc.).</p>

Titres	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (2023)	Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne
Quorum	<p>Article 18</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. À l'Assemblée, le quorum est constitué par la majorité simple des États membres de la Commission. 2. Au Conseil exécutif et dans les organes subsidiaires, le quorum est constitué par la majorité simple de leurs membres respectifs. 	<p>L'application de cet article requiert l'adoption des modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adoption d'une convention de dénomination des participants en fonction du rôle qui leur est officiellement assigné durant la session (chef de délégation, délégué, expert, observateur, État membre observateur, orateur, membre du Bureau, membre du Secrétariat, etc.). - Accès de tous les participants à la salle d'attente en ligne de la séance environ 15 minutes avant l'heure de début prévue. - Vérification par le Secrétariat de l'identité des participants avant de leur donner accès à la séance. - Après avoir passé en revue les membres présents sur la plate-forme, le Président annonce si le quorum est atteint.
Liste des orateurs	<p>Article 20</p> <p>Le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils ont exprimé le désir de parler.</p>	<p>L'application de cet article est assurée par l'adoption de modalités pratiques, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demande de la parole par les participants en cliquant sur l'icône prévue à cet effet sur la plate-forme de réunion. - Le Président a accès à la liste des participants où les « mains levées » et les demandes de prise de parole apparaissent dans l'ordre des demandes (Liste des orateurs). La convention de dénomination des participants permet au Président d'appeler les orateurs dans l'ordre de préséance adapté à l'organe concerné. - Affichage d'une liste actualisée des participants pour permettre aux délégations de savoir quand arrive leur tour d'intervenir. - Le Secrétariat veillera à ce que tous les participants reçoivent des instructions de bonne pratique durant les séances en ligne en fonction de la plate-forme de réunion utilisée, concernant

Titres	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (2023)	Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne
		les demandes de prise de parole, les réglages audio et vidéo, etc.
Motion d'ordre	<p>Article 19</p> <p>1. Le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque session, dirige les débats, assure l'observation du présent Règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il se prononce sur les motions d'ordre et, sous réserve du présent Règlement, règle les délibérations de chaque séance et veille au maintien de l'ordre. [...]</p> <p>Article 21</p> <p>Au cours de la discussion de toute question, un État membre de la Commission participant à une Assemblée, ou un membre du Conseil exécutif ou d'un organe subsidiaire, selon le cas, peut à tout moment présenter une motion d'ordre sur laquelle le Président statue immédiatement. Il peut faire appel de la décision du Président, laquelle ne peut être rejetée que par la majorité des membres présents et votants. Il ne peut pas, en présentant une motion d'ordre, parler sur le fond de la question en cours d'examen.</p>	<p>L'application de cet article en ce qui concerne le maintien de l'ordre par le Président est assurée par l'adoption des modalités pratiques, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition sur la plate-forme de réunion d'un outil permettant aux participants de présenter officiellement des motions de procédure et des motions d'ordre. - Le Secrétariat attirera immédiatement l'attention du Président sur le fait qu'une motion de procédure ou une motion d'ordre a été soulevée.
Vote au scrutin secret	<p>Article 2</p> <p>[...]</p> <p>4. Les cinq vice-présidents sont des ressortissants d'États membres appartenant aux différents groupes électoraux (énumérés à l'Appendice II du présent Règlement intérieur) et sont élus lors d'un scrutin à un tour conformément à la procédure définie à l'Appendice I du présent Règlement intérieur.</p>	<p>Étant donné que les moyens technologiques dont dispose actuellement le Secrétariat ne permettent pas de procéder à un vote au scrutin secret en ligne, l'Assemblée pourrait décider de modalités pratiques pour la tenue d'un scrutin pour l'élection des membres du Bureau de la Commission et des autres membres du Conseil exécutif lors d'une séance en ligne, par exemple en organisant un scrutin secret au Siège de l'UNESCO avec les</p>

Titres	Deuxième proposition concernant la réorganisation et l'adaptation du Règlement intérieur de la COI (2023)	Principes directeurs concernant les méthodes de travail des sessions en ligne
		<p>représentants des États membres afin de respecter au mieux les modalités techniques actuelles des élections (Appendice I).</p> <p>Les modalités de scrutin proposées seront communiquées aux membres en même temps que la consultation par correspondance sur la décision de tenir une session en ligne. Le Secrétariat garantit une procédure de validation stricte de la personne habilitée à voter.</p>
<p>Vote à main levée ou par appel nominal</p>	<p>Article 25</p> <p>3. Sauf s'il en est disposé autrement dans le présent Règlement ou si l'Assemblée ou le Conseil exécutif décide que la majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour une question particulière, les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents et votants.</p> <p>4. Les décisions portant sur le point de savoir si, pour une question particulière non spécifiée dans le présent Règlement, la majorité des deux tiers des membres présents et votants à l'Assemblée ou au Conseil exécutif est requise sont prises à la majorité simple des membres présents et votants.</p> <p>Article 27</p> <p>Les votes ont lieu normalement à main levée, mais tout membre peut demander un vote par appel nominal. Le vote ou l'abstention de chaque membre prenant part à un vote par appel nominal sont consignés au procès-verbal.</p>	<p>Dans l'éventualité où un consensus, qui est souhaitable, ne pourrait être trouvé, les règles concernant le vote à main levée et par appel nominal pourraient s'appliquer, pour autant que la sécurité de la plate-forme en ligne soit assurée et que des procédures d'authentification et d'identification des participants soient mises en place.</p> <p>Le Président peut utiliser l'outil « main levée » de la plate-forme en ligne pour organiser un vote silencieux et vérifier, avec l'aide du Secrétariat, si la majorité simple ou la majorité des deux tiers des États membres présents et votants est atteinte.</p> <p>Les membres, représentés par le chef de délégation, qui ont levé la main, sont considérés comme les membres présents et votants.</p>